

Juillet 2015

numéro 5

AVALANCHE

Correspondance anarchiste





Uruguay

Anarquía
http://periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

El Amanecer (Chillan)
http://periodicoelamanecer.wordpress.com

El Surco (Santiago)
http://periodicoelsurco.wordpress.com

El Sembrador (Cauquenes)
http://periodicoelsembrador.wordpress.com

El Sol Ácrata (Antofagasta)
http://periodicoelsolacrata.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras (Santiago)
sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Kiebre (Concepcion - Talcahauano)
http://revistakiebre.wordpress.com

Argentine

Exquisita Rebeldía (Buenos Aires)
exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos
publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Mexique

Negación
negacion_revista@riseup.net

Italie

Finimondo
http://www.finimondo.org

Tairsìa (Salento)
tairsia@gmail.com

Espagne

Infierno
revista_infierno@yahoo.com

Aversión
aversion@riseup.net

Belgique

Hors Service (Bruxelles)
http://journalhorsservice.blogspot.be

Salto
http://salto.noblogs.org

Pays-Bas

Kaduuk (Amsterdam)
kaduuk@riseup.net

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)
upprorsbladet@riseup.net

Suisse

Aufruhr (Zürich)
http://aufruhr.noblogs.org

Dissonanz (Zürich)
dissonanz-a@riseup.net

Allemagne

Wut im Bauch (Hamburg)
wutimbauch@riseup.net

Fernweh (München)
http://fernweh.noblogs.org

France

Lucioles (Paris)
http://luciolesdanslanuit.blogspot.fr

Subversions
subversions@riseup.net

Royaume-Uni

From Here On In (Bristol)
http://fromhereonin2012.wordpress.com

Canada

Sabotage Media
http://sabotagemedia.anarkhia.org

Etats-Unis

Storming Heaven (Seattle)
http://stormingheaven.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)
http://www.pugetsoundanarchists.org/

Sites web

Contrainfo
http://contrainfo.espiv.net

Act for freedom now
http://actforfree.nostate.net

Tabula Rasa
http://www.atabularasa.org

Voz como arma
http://vozcomoarma.noblogs.org

Brèves du désordre
http://cettesemaine.info/breves/

Non Fides
http://www.non-fides.fr

Editorial

La base de la révolte contre la misère quotidienne est une critique de la société. Car ne plus se soumettre aux pouvoirs qui contrôlent, c'est ne plus croire (temporairement ou partiellement) à la fondation idéologique de ces pouvoirs. Pour des anarchistes, une telle critique est radicale, car elle ne se limite pas à une forme spécifique du pouvoir, mais s'applique à l'autorité dans toutes ses expressions du présent, du passé et du futur. La critique anarchiste agite et provoque parce qu'elle démystifie les fondations morales de la société. Potentiellement, elle peut éliminer les structures sociales, économiques et politiques du pouvoir. Elle peut ouvrir un chemin vers la subversion de la société.

Évidemment, cette critique ne peut pas uniquement être développée au niveau théorique. Ne pas engager le conflit direct avec cette société, c'est se priver des expériences nécessaires pour comprendre les dynamiques de récupération et de répression. Ainsi, elle deviendrait une critique qui stagne et afin de cacher ce fait, elle s'enveloppera dans un langage incompréhensible. Elle peut même devenir une arme dans les mains des pouvoirs pour jouer leur jeu de récupération et de répression. La dynamique entre l'action critique et l'analyse est vitale afin d'éviter de démystifier les structures actuelles du pouvoir en même temps que de mystifier d'autres formes d'autorité, préparant le terrain au réformisme ou à un nouveau cycle oppression et d'exploitation.

La répression contre les anarchistes n'a jamais attendu jusqu'au moment que le mouvement anarchiste soit assez grand pour former une armée ou une guérilla capables d'écraser violemment le pouvoir – exactement parce que la force de l'anarchie ne réside pas dans le nombre de soldats ou la quantité de ressources qu'elle sait mobiliser, mais dans les idées et pratiques subversives qu'elle saurait inspirer. Comprendre chaque instant de répression comme une sorte de reconnaissance de la part des forces répressives de la menace potentielle émanant des anarchistes serait trop rapide et parfois même une mauvaise évaluation des capacités des anarchistes et/ou de la police. D'autres facteurs peuvent jouer, tels que donner une démonstration de la productivité des forces policières (et donc de la légitimité de leur existence ou de leur expansion), la création d'un spectacle de crise (afin de présenter une certaine décision politique comme inévitable), poser un exemple (afin de décourager d'autres à se révolter)… Mais le pouvoir ne tolérera jamais des attaques anarchistes contre les rapports sociaux qui l'étalent.

Être ou ne pas être anarchiste n'a jamais été la question centrale, car une critique radicale de l'autorité ne peut pas se résumer à une identité ou à un adjectif. Elle est une dynamique infinie de pratiques et de théories qui visent la subversion de la société. Les anarchistes et les luttes anarchistes ne peuvent pas se soustraire à cette critique. Cette publication a été conçu comme un outil pour exactement cela ; un espace de réflexion sur comment rendre la critique anarchiste potentiellement subversive, comment l'immerger dans une dynamique d'analyse et d'action. Les projets de lutte (ou les interventions d'anarchistes au sein des luttes) sont les expériences qu'on doit partager, afin de les comprendre et de les évaluer. Les textes écrits avec ces bases en tête sont les contributions que nous estimons nécessaires pour faire émerger une correspondance qui renforce la critique anarchiste et radicale de la société.

correspondance@riseup.net
http://avalanche.noblogs.org



Les récupérateurs de l'existant

Negaciòn - 2015 - Mexique

Dans le deuxième numéro de cette publication [*Negaciòn*], nous avons déjà écrit sur le rôle d'intégration dans le système que jouent aussi bien des ONG que divers groupes de gauche et réformistes afin de pacifier des soulèvements et des conflits en assimilant différentes luttes qu'ils dépossèdent de caractéristiques essentielles qu'elles étaient parvenues à acquérir ponctuellement. Nous avons déjà dit que c'est ainsi que le système, au travers de ses programmes d'accompagnement social citoyen intègre dans ses rangs des groupes susceptibles de représenter à l'avenir un danger pour la paix sociale ou la stabilité du pays. Aux cotés des institutions, différents collectifs du spectre de la gauche participent à ce rôle de récupération.
Ce que nous appelons « récupération » est constitué par tout un ensemble : lorsqu'une lutte tendant à se radicaliser se voit intégrée dans le système par des groupes de gauche et d'ONG ; ou alors quand l'État se charge lui-même de cette tâche en utilisant ses propres moyens pour récupérer ces luttes et les placer sous son contrôle, sa surveillance, sa conduite. Cela se produit aussi quand des groupes gauchistes cherchent à prendre part à des luttes conflictuelles en venant y proposer des réformes et des médiations avec l'État et en les rendant ainsi vulnérables au contrôle du système.
Il est évident mais nécessaire de souligner que les troupes de choc de l'État jouent un rôle important dans ce processus de récupération et/ou d'assimilation qui suivent les soulèvements ou révoltes.
Je citerai quelques exemples pour illustrer le sujet.

Les poussées insurrectionnelles du 1er décembre 2012 ont vu des milliers de personnes prendre les rues de Mexico pour protester contre l'investiture du gouvernement de Enrique Peña Nieto. Les groupes de gauche démocratique, les partis politiques de gauche, des groupes antisystème (y compris la FAM[1]) ainsi que des groupes d' « intégrateurs » bien connus et de réformistes à outrance telle qu'une bonne partie du mouvement « *Yo soy #132* »[2] sont aussi sortis dans la rue, mais toujours avec la devise -parfois de manière indirecte- d'éteindre toute poussée insurrectionnelle et de gérer la révolte tout en apportant de l'eau à leur moulin.
Malheureusement pour eux, les troubles ont pris à ce moment la forme de la révolte ; l'attaque des symboles du pouvoir et l'auto-organisation ont commencé à se propager et les anarchistes sans drapeau, sigles ni organisation formalisée se sont aussi retrouvés aux côtés des autres exploités pour auto-organiser la révolte. C'est cette auto-organisation qui a permis de dépasser les mots d'ordre appelant au « calme » provenant de divers groupes de gauche qui voyaient le contrôle leur échapper manifestement des mains.
Quelques collectifs anarchistes ont éprouvé la même chose en constatant que dans ce moment insurrectionnel leur organisation de synthèse ne dirigeait ni ne représentait rien, comme ça avait été le cas en 1936 ou en 1910, que le chaos s'était généralisé et que l'autonomie des exploités, exclus et auto-exclus avait dépassé leurs vieux mots d'ordre, leurs vieux schémas et leurs éminents appels réitérés à l'attente et à l'« organisation telle

qu'il se doit ». Cela s'est confirmé par la suite lorsque les mêmes dirigeants de l'Alliance Anarchiste Révolutionnaire, adhérant à la FAM, ont nié la participation des acrates aux émeutes.
Le premier décembre 2012, la révolte a surgi. Après les émeutes au cours desquelles plusieurs sièges du capital ont été sabotés et de nombreux affrontements ont eu lieu avec la police, des centaines de personnes ont été arrêtées, la plupart provenant de la sphère de gauche et anarchiste. Les habituelles violations des dits droits de l'homme se sont produites et des « condamnations excessives » sont tombées sur les arrêtés. La plupart d'entre eux ont été accusés d'attaques à la paix publique, délit de droit commun qui peut être puni par jusqu'à 36 ans de prison.

A ce moment, le mot d'ordre -particulièrement du mouvement #132- a consisté à réclamer la dérogation de ce délit, qualifié d'anticonstitutionnel et sans fondement juridique. Ce mot d'ordre a conduit à mobiliser des centaines de personnes, des groupes de gauche et d'autres collectifs anti-système, jusqu'à quelque secteur anarchiste. Quelques semaines plus tard, le 28 décembre précisément, l'assemblée législative du District Fédéral a modifié le délit d'attaque à la paix publique pour le faire passer à un délit sans gravité offrant des possibilités de caution et c'est ainsi que toutes les personnes arrêtées sont sorties, mais en attente de jugement.
On a dit beaucoup de choses sur cette réforme. Le #132 s'en est vanté avec ses suiveurs, faisant de ce « changement » une »réussite », un triomphe du peuple et du mouvement social. Pourtant, même si les mobilisations réclamant la dérogation de cette loi avaient exercée une pression minime, nous voyons clairement que la stratégie du gouvernement a répondu à autre chose.
En même temps que ce scénario d'émeutes, de molotov, de mobilisations, d'arrestations et de torture contre les manifestants, le changement de gouvernement a eu lieu dans le District fédéral. Marcelo Ebrad laissait le pouvoir et son successeur – en plus d'être l'ancien procureur de justice de la capitale- policier de l'académie, le docteur Miguel Mancera allait occuper la charge de Gouverneur de la capitale. Ni Ebrad ni Mancera, tous deux de gauche et sociaux-démocrates aussi cupides que progressistes, ne pouvaient partir ou arriver en étant entachés de sang, de discrédit, de tortures et d'arrestations arbitraires ; pas plus d'ailleurs que d'émeutes ou d'encagoulés, armes que leurs adversaires politiques utiliseraient pour leur faire une « mauvaise publicité ».
C'est ainsi que la loi d'attaques à la paix publique a été réformée, un ordre qui à notre avis a été de caractère politique comme réponse à la crise du moment.
A la décision de réformer la loi comme stratégie politique pour s'en tirer plus ou moins « bien » face aux habitants de la capitale, nous pouvons ajouter le fait que cette concession du gouvernement de la ville visait à calmer les esprits chauds des protestataires qui auraient pu en venir au mot d'ordre suivant : libérer les prisonniers politiques. La récupération fait aussi parti de ces intentions. Que ce soit directement ou pas, suite à une stratégie ou par coïncidence, le gouvernement de la capitale est sorti gagnant au moment où la gauche progressiste, les réformistes et particulièrement des groupes comme *Yo soy #132* ont célébré cette concession comme une « réussite » et l'ont prise comme une avancée dans la « démocratie du pays », peut-être sans vouloir voir que ça n'était qu'un maillon supplémentaire à la chaine que porte les prolétaires.
Le gouvernement a gagné, puisque cette « réussite » a impliqué la médiation, l'accord et la pacification.
Yo soy #132 et le dit « mouvement social » sont passés au silence, à la délégation, au dialogue et à l'accommodement. Le « slogan » de dégager Peña Nieto -bien que fort discutable d'un point de vue anarchiste- qui était parvenu à un moment à faire prendre le mécontentement et avait culminé par de grosses émeutes susceptibles de l'étendre, s'est retrouvé réduit à un tas de pétitions et à la célébration d'un jour de plus sur le calendrier révolutionnaire.
Les groupes de gauche se sont réarrangés, chacun d'entre eux a tiré parti de ce soulèvement et de nombreuses choses sont revenues à la normale. Tous contents avec leur réforme misérable.
Tous contents avec une nouvelle journée à fêter, en espérant que l'année prochaine soit similaire.
Les autres récupérateurs ont aussi fait leur boulot – y compris les politiciens de la FAM et d'autres groupes de la même ligne qui ont cherché à profiter de l'occasion- en essayant à tout prix d'inclure les groupes dissidents dans leurs organisations, en continuant d'appeler au calme et à l'attente, en intégrant divers secteurs en lutte dans les jeux du système, dans les programmes sociaux, dans les partis politiques, en traitant les insurgés de vandales, et particulièrement les individualités anarchistes et anti-systémiques ayant participé à ces journées de soulèvement populaire. Travail bien fait pour l'intégration – et en quelque sorte pour la canalisation de rebellions et de nouvelles poussées de violence- qui portera ces fruits lors des manifestations suivantes beaucoup moins nombreuses et incontrôlées.

Mais pourquoi ce travail de récupération ?

Simplement parce que ces révoltes qui à un moment criaient le seul mot d'ordre contre l'investiture au gouvernement du dinosaure du PRI ont dépassé non seulement les demandes et les programmes de ces groupes, mais aussi les propres mots d'ordre qu'elles s'étaient donnés. Celle du 1er décembre n'a pas été une révolte contre Peña ni contre le PRI ; même si elle a commencé ainsi, a posteriori dans ces moments de chaos spontané, la phase revendicative habituelle a été dépassée, cette phase revendicative qui stagne, est si facilement récupérable par les réformistes et les partis politiques d' « opposition » et finit toujours par assassiner les passions de vivre une vie qui vaille la peine. La révolte du 1er décembre a uni la rage des exploités contre ce système d'exploitation, c'est-à-dire contre ce monde et ceux qui l'administrent.
Nous avons alors été quelques-uns à questionner l'attitude de nombreux anarchistes qui au cours des émeutes répétaient avec ferveur les consignes répandues, réformistes et contre le PRI, comme si leur participation s'accompagnait d'un manque de perspective et d'un projet

clair d'insurrection. Non pas d'une insurrection précisément anarchiste, car elle ne l'était pas, mais d'un projet insurrectionnel tendant à intervenir de manière claire non seulement pour que la révolte se généralise quant à la violence révolutionnaire mais aussi pour que la critique sur les conditions d'exploitation et de mort s'étende à une critique plus générale et donc globale. Une telle généralisation de la critique et de l'attaque ne sera pas donnée par un programme établi au préalable, pas plus qu'avec quelques consignes apocalyptiques -bien que soient nécessaires certaines bases desquelles partir-, mais viendra plutôt du processus même d'auto-organisation des exploités. Avoir une incidence est très différent d'imposer. Et malgré tout de nombreux compagnons y étaient prêts, avec le désir de détruire le présent et d'intervenir pour généraliser le conflit dans toute sa splendeur.
Participer à une révolte populaire ne signifie pas répéter aveuglément les slogans du « peuple » ni les programmes des mouvements sociaux établis. Ces délégations de notre individualité ne nous intéressent pas. Participer à une révolte populaire signifie avant tout un point de rencontre en commun entre individus, c'est proposer une perspective d'un monde nouveau, d'un monde libre de toute autorité ; c'est créer ses propres consignes avec les autres exploités, sans suivre de programmes ni de leaders. Participer à une révolte populaire ne consiste pas à se martyriser pour « la cause du peuple », c'est s'auto-organiser avec les autres, discuter, débattre pour arriver à des points en commun. Participer à une révolte populaire c'est être participants à la première personne et non pas agir comme des moutons qu'on entraine sous des schémas étrangers; c'est avant tout influer sur le cours des choses pour que les motivations de la révoltes et celle-ci même se radicalisent.

L'année 2013 a été une époque de tensions dans la capitale du pays puant; avec la hausse des tarifs du métro, l'auto-organisation des exploités et des opprimés a de nouveau ressurgi démontrant que tout n'avait pas été vilement assimilé et récupéré par l'État.
Des manifestations massives dans la rue, les blocages aux entrées principales du métro, des sabotages aux distributeurs de tickets, des affrontements répétés avec les forces de l'ordre, un climat qui sentait la tension et la poudre. Dans ce contexte, une action contre le STC (Secrétariat des Communications et des Transports) a tenté de propager la reproductibilité et la réappropriation d'actes simples de sabotage. Cette action -comme beaucoup d'autres- a tenté d'apporter sa contribution à une nouvelle généralisation du conflit. Au cours de ces semaines de tension, la rage était auto-organisée, mais aussi spontanée. Un exemple, aussi simple que clair, en a été les centaines de sabotages sur les distributeurs de tickets du métro et le connu « *boletazo* »[3]. Cela a montré clairement que le sabotage, l'action directe, l'auto-organisation, l'autogestion de la lutte ne sont l'exclusivité d'aucun groupe de spécialistes, et encore moins de politiciens professionnels et de dirigeants. Ce sont avant tout des armes à la portée de tous.
Ce qui a mis un terme à ces semaines de rébellion, a été de nouveau la concession qu'a fait le GDF avec le tarif spécial accordé aux personnes vulnérables, femmes au foyer, étudiants, chômeurs etc. En parvenant à un accord et à la pacification des expressions de révolte qui s'étaient manifestées au cours de ces semaines.

Pour conclure, je dirai que par ailleurs nous avons aussi été responsables de ce qui s'est passé de par nos tiédeurs à l'heure de critiquer de manière perspicace et objective, mais aussi forte et sans médiation ce genre d'organisations récupératrices et gauchistes qui semblent « jouer à la révolution », indépendamment du fait qu'elles travaillent directement avec l'État ou pas et même qu'elles soient anarchistes. Ce manque de caractère critique est en partie ce qui a permis l'avancée de l'œuvre de récupération et d'intégration de cette sorte d'organisations dont nous savons bien qu'elles ne vont pas céder par une simple critique de leur boulot. Cependant si celle-ci peut éventuellement influer sur la perspective dont les compagnons et d'autres les envisagent, elle peut même retourner le climat d'« acceptation » existant autour de ces organisations récupératrices de l'existant.

Que dire de l'année 2014[4] ? Toutes les protestations, les actions et les émeutes dus à la disparition des 43 élèves de Iguala, mais aussi celles visant à la destruction de l'Etat-Capital ont montré que la rage continue sur sa lancée, que la pacification sociale n'a pas atteint les sommets espérés, que cette année les énergies ne vont pas retomber, au contraire. Comme toujours, les conditions sont sur la table.
De toute manière, dans ce climat de tension dans la capitale du pays, les récupérateurs de tout poil ont été présents, faisant tout leur possible pour éteindre le feu. Mais contrairement à ce qui a été écrit quelques paragraphes auparavant, j'oserai demander : ont-ils bien fait leur travail ? Peut-être que oui, mais seulement pour l'instant, nous verrons à l'avenir.

Par un insurgé sans velléités de repentir

Notes

1. Federación Anarquista Mexicana

2. Le mouvement Yo soy #132 a été un mouvement politique et étudiant ouvertement réformiste dont la première génération a vu le jour dans l'université privée IBERO, au moment où un groupe d'étudiants manifestait contre le meeting célébré par Enrique Peña Nieto dans cette université dans le cadre de sa campagne présidentielle pour le compte du PRI (Partido Revolucionario Institucional). A ses début, le mouvement #132 avait une nette teinte social-démocrate (influence du PRD, Partido de la Revolución Democrática), mais avec le temps, de nombreuses scissions en son sein ont opté pour un gauchisme plus militant. Certains comparent ce mouvement à celui dirigé par l'étudiante chilienne Camila Vallejo. Il existe un livre sur le #132 qui à nos yeux ne représente rien d'autre que la mythification de ce mouvement.

3. Le blockage ou sabotage des portiques de métro afin que les gens puissent entrer sans payer (NdT).

4. Je recommande la lecture du texte « *Conflicto, la disgregacion y la guerra social* ».



Ne vote pas, vire-les !

Avril 2015 - Mexique

« En tant que rédacteurs d'un essai de philosophie politique, le comité invisible montre un fort dédain pour la spéculation et une propension particulière à la pratique. Ce qui est particulièrement bon, surtout parce que ça leur permet de récolter les clameurs d'érudits en manque de vitamines comme d'activistes affamés de savoir... La critique de l'existant dans sa totalité ne les intéresse pas. De même que pour les différentes sectes marxistes, le comité invisible aspire à imposer sa propre vision... »

« L'insurrection qui vient est à la hauteur de l'époque, parfaitement à la mode. Elle possède les caractéristiques les plus demandées de nos jours, elle est flexible et élastique, s'adapte à toutes les circonstances (du milieu subversif). Elle présente bien, a du style et attire la sympathie dans la mesure où elle donne un petit peu raison à tout le monde, sans vraiment fâcher personne. De ce point de vue, c'est un livre éminemment politique. »

Le comité invisible est comme la vertu, il se trouve toujours à mi-chemin

Depuis des temps lointains, nous les anarchistes, avons constitué une force « d'opposition » à tout projet de pouvoir et d'autorité ; par divers moyens et sous diverses formes dans lesquelles se manifeste la pensée anarchiste, ceux-ci ont à leur tour lancé des campagnes à tout type de moments clés dans la lutte contre le pouvoir, cherchant des points de rencontre avec l'antagonisme social émergent. Des campagnes internationales pour la liberté de compagnons emprisonnés, des campagnes contre quelques relations matérielles de pouvoir et des campagnes contre les élections, entre autres.

Nombre de ces campagnes ont été accompagnées de pratiques de sabotage menées individuellement afin qu'elles se répandent et deviennent collectives, mais presque toujours en rendant clair que les sabotages, l'auto-organisation et l'action directe sont des pratiques quotidiennes et non un élément à utiliser de temps en temps, qui serait défini par la conjoncture du pouvoir. De plus, ce qui ne correspond qu'à des concours de circonstances ponctuels ne peut projeter des perspectives de luttes plus amples.

C'est ainsi que par les temps qui courent, les pensées de nombreux compagnons ne sont pas loin de celles de compagnons du passé, qui ont aussi lutté et donné leur vie pour la liberté. Quoique quelques concepts aient été approfondis, tant dans la théorie que dans la pratique, il reste clair que l'anarchie est une tension quotidienne et non une pratique que l'on peut sortir à l'occasion de certains moments clés ou une fois les conditions favorables arrivées à maturité.

Nous, en tant qu'anarchistes ennemis de tout type de pouvoir, sommes confrontés par les temps qui courent à une certaine limite dans la lutte insurrectionnelle

actuelle, cette limite étant de coller à « l'agenda » de l'Etat ; autrement dit, en réponse à l'appel du pouvoir et en prenant part à ses cirques électoraux.

Si par conflictualité permanente, on comprend toute hostilité avec l'existant, toute attitude individuelle et collective de rupture permanente avec le pouvoir, tout acte quotidien de destruction dirigée contre l'Etat, alors pourquoi attendre qu'il crée les conditions et ses moment politiques clés pour agir ? (lors des élections par exemple) Pourquoi ne pas inclure dans la lutte quotidienne la revendication du sens réel de choix ? Certains répondront : « il faut profiter des moments opportuns », mais nous voyons une importante limite au fait de lancer des campagnes anti-électorales, répondant à l'appel du pouvoir et collant à son agenda ; c'est-à-dire, en reléguant toute notre créativité et notre potentialité à ses circonstances. Surtout, parce que ces campagnes anti-électorales ne sont pas accompagnées d'une perspective claire et d'une proposition réelle d'offensive contre le pouvoir – tant en paroles qu'en actes – ce qui implique que l'anarchie n'est alors qu'un jeu pour faire de la politique et non une tension permanente contre l'existant.

Le circonstancialisme politique est une pratique de politiciens et l'anarchie n'est pas politique, mais éthique. Par exemple, qualifier tout acte qui part de nous de « politique », en plus de fractionner la vie, de séparer théorie et pratique, est le reflet d'une forte carence de propre perspective permettant de baser notre lutte sur nos pensées propres, authentiques et uniques. Cela sans parler de l'origine marxistoïde d'où provient l'action politique (et les prisonniers politiques) : la médiation, l'accord, le dialogue, la représentation, etc. Choses qui sont bien loin de ce qu'avec de nombreux compagnons anarchistes nous avons avancé qui consiste à parler d'anarchie hors de toute coloration politique.

Pour nombre de compagnons anarchistes, baser l'agitation contre l'autorité sur les moments « clés » de la politique du pouvoir est une limite qui nous éloigne de notre objectif, surtout quand cette agitation ne contient pas de perspective claire dépassant le discours contre les élections.

À ce point, nous nous posons la question : et après quoi ? Tout se limite à ça ? Qu'est-ce qui va suivre ? Et nos rêves alors ? Tout discours, toute action devraient-ils se contenter du réalisme politique, de la technique, de la stratégie ? Et la spontanéité alors ?

C'est précisément parce que l'anarchie est une tension que nous ne voyons pas de différence entre théorie et praxis et qu'au contraire, c'est dans cette théorie et dans cette pratique que les deux se complètent mutuellement ; l'action anarchiste est loin d'être le typique foquisme [Doctrine de Che Guevara] guerrillero du maoïsme. Ce foquisme qui attend qu'il y ait des prisonniers « politiques » dans les prisons pour projeter sa lutte à partir de leurs revendications, quitte à les susciter s'il n'y en a pas– ce foquisme qui s'attache à tout type de moments conjoncturels pour agir et qui nie le besoin de liberté de tout individu ; ce foquisme qui se saisit de tout ce qu'il voit pour se projeter, sans le questionner radicalement. La conflictualité permanente est précisément ce qui nous évite de tomber dans le foquisme qui attend toutes sortes de concours de circonstances, mais aussi dans « causisme », pour pouvoir agir.

Voilà comment nous pensons qu'une affaire anti-électorale contient dans sa « pratique et dans son appel » ses propres limites. Principalement parce qu'elle n'a pas de projet plus ou moins défini contre le pouvoir et l'autorité, dans une conjoncture donnée il y a un peu de tout, il y a des partis armés marxistes-léninistes qui se sont unis à leurs opposants juste pour ce moment du pouvoir, il y a des partis politiques de gauche et tous types de positionnements autoritaires antagoniques à la pensée anarchiste.

Une conjoncture est un appel éminemment politique pour faire de la politique, nous, les anarchistes sommes contraires à toute alliance politique. Mais aussi parce que consentir au circonstancialisme comme moment clé ou pour « s'en servir » réduit nos perspectives et nos passions de vivre anarchiquement à une simple idéologie politique, à une question de « tactiques » et de stratégies ; comme si nous étions des machines, que nous agissions de manière prédéterminée par ces « mécanismes » de lutte.

C'est pour cela que nous rejetons à tout moment la clandestinité et ses normes comme méthode de lutte, parce que nous ne souhaitons pas satisfaire certains mécanismes qui prédétermineraient notre action.

Nous misons sur le fait que l'agitation anarchiste doit être présente à tous les niveaux, durant les élections comme en dehors de ces moments. Nous parions aussi que nous, anarchistes, devons être présents dans tous les conflits avec lesquels nous sentons de l'affinité, lutte anti-électorale ou autre, mais qui changerait de cap. Parce que nous ne percevons pas seulement quelques parties de ce monde du Capital comme nocives et comme ennemies de notre liberté, nous voyons le monde du Capital, dans toute l'étendue de ce mot, comme nocif et ennemi de notre liberté et de celle de nos semblables. Reléguer la pratique quotidienne du sabotage et une attitude de rupture contre l'existant à des moments « clés » marqués par le calendrier du pouvoir, nous éloignerait de nos motivations qui sont de vivre l'anarchie ici et maintenant, ainsi que de notre idée que l'anarchie n'est ni une politique ni une idéologie, mais une tension quotidienne et permanente contre tout type d'Autorité.

Face à tout cela, nous proposons des relations affinitaires ; de nous rencontrer avec d'autres individus aussi enragés dans le conflit avec l'autorité ; et de créer des projets. Notre but est de mettre en pratique nos passions individuelles sans attendre d'appels et de chercher le terrain de la guerre sociale où s'exprime l'antagonisme social présent au jour le jour.

Nous appelons à l'extension de la lutte anarchique partout où se ressent la domination et à tout instant. Nous appelons à la propagation de l'attaque quotidienne et permanente, sans attendre des circonstances particulières ni suivre l'agenda du pouvoir. Nous appelons à dépasser toutes les consignes et à étendre la lutte anti-électorale bien au-delà de ses propres limites. Nous appelons à propager la lutte anarchique et à nous lancer dans la bataille contre le pouvoir avec passion et sans modération ni limite quelconque.

En fin de compte, il ne s'agit que d'une perspective individuelle que nous rendons collective, c'est notre intervention dans les débats actuels et l'expression d'idées apparaissant actuellement. Nous ne cherchons pas à imposer quoique ce soit, ni à représenter quiconque. Nous ne cherchons pas de spécialistes de la plume ni de l'action. Il ne s'agit que de quelques idées lâchées de façon à contribuer à la propagation de la pratique subversive ici et maintenant.

Pour que tous les mois soient noirs !

Quelques compagnonnes et compagnons de la région mexicaine
(Quelques ! Car nous ne sommes pas les seuls « anarchistes de Mexico »)



Sur l'internationalisme anarchiste

Negaciòn - Mars 2015 - Mexique

Comme l'ont bien dit d'autres compagnons, nous anarchistes sommes internationalistes jusqu'à ce que nous détruisions les nations. En effet, même si le premier pas consiste à ne pas les reconnaître ni les accepter, leur destruction fait partie du projet de destruction de l'État.

L'anarchie a toujours tenu une position internationaliste. Même si nous savons bien qu'il faut prendre en compte notre propre agenda local, c'est une caractéristique inséparable de la pensée qui cherche à anéantir toute sorte d'État et d'autorité, qui s'oppose à tout type de progrès et qui forge une attitude de vie contraire à tout l'existant.

L'échange d'idées et de réflexions entre compagnons de diverses latitudes sur la planète a été fondamental pour construire une perspective anarchiste internationaliste qui rejette les limites des frontières et ethniques, comme par exemple avec la diffusion de luttes que des compagnons mènent dans d'autres contextes. L'action directe et le sabotage ont aussi permis à partir de la pratique même de construire des liens internationaux entre des anarchistes d'un endroit ou d'un autre. Il en va de même pour le soutien ponctuel et en personne entre des compagnons de différents endroits, soutien qui se manifeste dans la lutte même et les projets communs qui se construisent jour après jour. Les traductions de communiqués, les dialogues entre compagnons, les actions de solidarité, les brochures pour diffuser les histoires de compagnons, le soutien à divers projets, les revues d'échanges d'idées, de réflexions et de critiques, les sabotages, le soutien à des compagnons en cavale, tisser des relations fraternelles entre compagnons sont entre autres quelques exemples de la manière dont le mouvement a mené la pratique de l'internationalisme qui le caractérise.

Depuis le mouvement en solidarité avec Sacco et Vanzetti où des sabotages ont aussi été réalisés par le cercle anarchistes proches du journal Culmine, jusqu'aux sabotages en solidarité avec les grèves de la faim des compagnons grecs, depuis la coordination et le soutien entre des compagnons des États-Unis et du Mexique pour organiser et propager les poussées insurrectionnelles de 1910 - incluant le soutien aux compagnons en fuite ou en prison- aux brochures en solidarité avec les compagnons du 5E-M au Mexique, l'anarchisme a montré clairement qu'il n'existe pas de frontières pour la solidarité et la coordination, c'est-à-dire pour la lutte même. Qu'il s'agisse de compagnons de Norvège ou de Finlande, pays où la pacification sociale s'est fortement étendue ou de compagnons de Turquie, de Syrie ou des pays arabes pris depuis des années dans une logique de guerre ouverte, anarchistes nous n'allons pas créer de catégorisations sociales ni ethniques, comme nous ne reproduirons pas non plus celles que le système ca-

pitaliste a créé pour diviser ; nous n'allons pas traiter de petits-bourgeois des compagnons du fait qu'ils sont nés dans un endroit différent du nôtre, comme nous n'en discriminerons pas (« positivement » en plus!) d'autres, nés dans des endroits beaucoup plus catastrophiques et pourris que ceux où nous vivons.

Il est clair, que chaque endroit possède des caractéristiques propres qui d'une certaine manière définissent nos conditions de lutte et c'est à ces caractéristiques que doit s'adapter le projet insurrectionnel, mais même ainsi la lutte anarchiste ne correspond pas seulement à des schémas locaux de lutte ; elle essaie au contraire d'être une réalité mondiale d'attaque contre l'État et le Capital. En cela l'anarchie est loin du réalisme gauchiste, ce réalisme de gauche qui incite à la passivité, à l'attente, au réformisme et anéantit tout rêve et tout désir d'une vie de qualité à travers le discours de ce qui est possible, de ce qui peut se faire sur la base de « la réalité que nous vivons ».

En définitive, nous pensons qu'il faut formuler nos thèses à partir de ce que nous vivons localement, c'est pourquoi dès que nous avons commencé cette publication, le groupe de compagnons et compagnonnes qui y participons d'une manière ou d'une autre, nous nous sommes attelés à traiter des thèmes à partir de ce que nous avons sous les yeux – ce qui d'emblée met à bas le grand mensonge selon lequel il existerait au Mexique une espèce européanisation ou d'exportation européenne ; mais en même temps nous refusons de changer nos rêves par réalisme politique et nous pensons aussi que les contributions de compagnons d'autres latitudes, de même que la solidarité internationale, ne peuvent jamais être négligées, parce qu'elles sont avant tout une des bases de l'anarchie qui cherche à détruire tout type de limites. Nous sommes individualistes en ce que nous croyons en nous-mêmes et que nous agissons en conséquence, mais nous partageons aussi des perspectives et des projets avec beaucoup d'autres compagnons ; nous apprenons de notre passé et de nos propres expériences, mais aussi d'expériences et de perspectives d'autres latitudes qui nous nourrissent ; nous refusons surtout de tomber dans des idéalisations.

Si des compagnons au Mexique ont à certains moments repris les sigles CCF ou FAI pour revendiquer leurs sabotages, nous ne pensons pas maintenant que cela a été par manque -total- d'analyse propre, pas plus que pour photocopier un discours. Quoique nous portions une critique envers les sigles revendicatifs et ce que l'on appelle communément le « neo-nihilisme », nous ne pouvons pas nier qu'eux et d'autres compagnons ont avancé en acte une manifestation de l'internationalisme anarchiste qui existe, pour prendre part à l'attaque du pouvoir selon leurs propres prémisses et perspectives.

De la même manière, il existe actuellement des projets éditoriaux en affinité avec le projet insurrectionnel qui ne se réjouit pas de sigles ni d'acronymes, des projets qui tentent d'être un lien entre des anarchistes de partout ; mais il y a aussi la pratique, inséparable de la théorie, pour exprimer clairement que l'anarchie ne pourra jamais être réduite à une alternative sans perspectives d'attaque du pouvoir, pas plus qu'à un discours régionaliste justifié par des arguments sans fondements et donc stériles de tout potentialité d'affrontement réel et pas fictif.

Si nous sommes individualistes, nous n'idéalisons rien de « propre ou d'étranger » et nous ne représentons que nous-mêmes. La guerre sociale est latente et notre vie est l'authentique champ de bataille.



Dévastation environnementale et affrontement avec le pouvoir : exposer l'ennemi en propageant sa destruction

Contra toda autoridad - Mai 2015 - Chili

Une problématique incontournable à notre époque

Il n'y a pas de doute qu'aujourd'hui, nous assistons à un processus accéléré de dévastation environnementale qui est le produit de siècles d'exploitation par la civilisation et sa forme autoritaire-capitaliste contemporaine.

Cherchant à sauvegarder des sources de pouvoir et de richesse, le système de domination et ceux qui le soutiennent se sont aujourd'hui mis des habits écologiques et développent différentes stratégies pour étendre la crise environnementale en cours. Depuis quelques années, nous avons vu la prolifération d'une « culture écologique » promue par le système et ses entreprises : apparition de toute une gamme de « eco-entreprises », de « labels verts » chez les marques connus du capitalisme et d'exploitation de ressources naturelles avec des critères « amiables avec l'environnement ». En parallèle se développent certaines politiques publiques et une croissante offre de carrières professionnelles axés sur l'idée du dit « développement durable ».

Ces logiques, dont le but est de renforcer la domination et l'exploitation de la Terre, les anarchistes/antiautoritaires ne peuvent pas s'y fier et encore moins les renforcer par l'action ou l'omission dans notre œuvre de Libération Totale.

La capitalisme vert, les revendications environnementalistes et les luttes sans proposition d'offensive

Dans notre époque actuel, une des expressions du système de domination consiste du paradigme du « capitalisme vert » qui, anxieux de tirer profit de la crise environnementale, promeut l'idée qu'une « consommation verte » serait une clé essentielle pour sauver la planète.

Ainsi se répand une conscience et des pratiques supposées écologiques qui servent d'un côté à développer et renforcer un nouveau cycle lucratif de production et de consommation, et de l'autre côté à renforcer la cohésion de toute la structure sociale en tant que « communauté verte », dont l'élément unificateur semble être l'idée de la continuité de la vie sur Terre. Par cette stratégie, la domination génère des nouvelles perspectives de production de richesses et cherche en même temps – anticipant des futures crises – d'approfondir son pouvoir avec un discours qui annule toutes les contradictions et tous les conflits à l'intérieur de la société.

En même temps, différents initiatives et luttes se lèvent contre la dévastation environnementale et ses multiples expressions. Méga-projets d'extraction des dites « ressources » naturelles, construction d'infrastructures urbaines qui détruisent des forets, des lacs et des montagnes millénaires, construction de centrales hydro- et thermo-électriques, etc., sont aujourd'hui remis en question et rejetés par des luttes toujours plus massives.

Néanmoins, beaucoup de ces initiatives ne rompent pas avec la totalité des valeurs et des rapports promus par la civilisation et son expression capitaliste-autoritaire. Ainsi, l'idée anthropocentriste de la Nature comme « ressource » au service de l'espèce humaine est un élément récurrent dans les luttes environnementales qu'on peut voir dans nos alentours (HydroAysén, Alto Maipo, etc.). L'idée même de « l'écologisme » tend à reproduire la logique de spécialisation et les rôles préétablis à l'heure de lutter contre un aspect ponctuel, partiel et spécifique de la domination.

Dans ces logiques, les structures du pouvoir et l'existence de l'État ne sont généralement pas remis en question, voir plutôt renforcé à travers des discours citoyennistes et des pratiques pétitionnaires (pétitions auprès du parlement, propositions de loi, partis écologistes etc.) qui chercher à freiner des projets par la voie institutionnelle en demandant aux autorités plus de « régulations » pour les entreprises.

Dans les luttes citoyennistes, il y a aussi le discours pacifiste qui cherche à se distinguer de n'importe quelle expression de colère ou de lutte frontale matérialisée dans la violence et l'attaque directe contre les exploiteurs et ceux qui les défendent et protègent.

Un cas à part est la croissance récente d'individus et de groupes « libertaires » et anarchistes qui appelent à un retour à la Terre, dénonçant les logiques de pouvoir présentes dans la dévastation environnementale et générant de la conscience à propos de pratiques d'autosuffisance. Ces initiatives sont valorisables, mais souvent ils manquent une perspective de destruction et d'attaque directe contre les responsables de la dévastation environnementale, restant dans la diffusion de la dénonciation et la propagation de conseils utiles concernant des pratiques écologiques autogestionnaires.

La perspective anarchiste de l'attaque multiforme contre les véritables responsables.

Une pratique anarchiste combative devrait sans doute mettre en évidence que les problématiques environnementales ne sont qu'un aspect des logiques de pouvoir régnantes au sein de la société civilisée-capitaliste. En cela, les dégrées de responsabilité vont de l'idéologie du spécisme et du progrès civilisé reproduits par une grande partie de la population jusqu'aux maîtres, représentants et défenseurs des entreprises qui dévastent l'environnement. L'action anarchiste offensive doit orienter sa critique sur la responsabilité des citoyens, sans pour autant mettre leur responsabilité à la même échelle de ceux qui font partie des structures du pouvoir politique et économique qui s'enrichissent avec la domination et l'exploitation de l'environnement. Contre ces derniers, il est nécessaire de déchaîner des pratiques d'offensive sans contemplations.

L'exploitation de l'environnement est donc le résultat des structures sociales du pouvoir et de la domination qui doivent être attaquées en visant leur destruction.

Une critique anarchiste sur cette question devrait donc commencer par identifier clairement l'ennemi en appelant à l'attaquer, tandis qu'en parallèle se propagent des pratiques d'autogestion et d'autonomie, diffusant et matérialisant l'idée de couper notre dépendance au système.

De pair avec cela, il est essentiel d'assumer que toute intervention anarchiste doit viser le débordement de toute lutte spécifique, propageant une critique pratique radicale qui jette par dessus-bord toute illusion pétitionnaire et démocratique, répandant la perspective d'affrontement avec le pouvoir et diffusant nos valeurs de vie en lutte comme la libre association à travers l'affinité pour la Libération Totale : humaine, animale et de la Terre. En cela, il est extrêmement essentiel et nécessaire d'agir pour notre propre compte sans attendre les appels ou les mobilisations d'autres, renforçant notre autonomie à travers l'organisation informelle entre compagnons en affinité.

L'appel est donc de propager partout l'antagonisme avec l'ordre social dans toutes ses formes, diffusant et pratiquant par la propagande et l'action l'idée de la destruction totale de la domination et combattant toute fausse opposition au pouvoir et son mode de vie autoritaire, aliéné et marchande.

Nous avons à portée de main l'expérience fraîche des cellules horizontales auto-organisées du Front de Libération de la Terre partout dans le monde. Nous avons dans notre mémoire le souvenir vivant de Rémy (France) et de tous les guerriers et toutes les guerrières tombés dans les combats contre la déprédation de la civilisation capitaliste-autoritaire.

N'oublions pas que nous faisons partie de la Nature et nous la défendrons et attaquant toute expression de pouvoir et de marchandisation des êtres humains, des autres espèces et de la Terre dans son ensemble.

Offensif antiautoritaire contre le capitalisme vert, ses faux critiques et toute autorité !



Lettre aux compagnons et amis anarchistes et antiautoritaires sur les dernières arrestations et incarcérations lors de l'« Opération Piñata »

Avril 2015 - Espagne

[Des quinze compagnons arretés, cinq étaient incarcérés, mais actuellement tous sont relachés avec accusations et sous contrôle judiciaire.]

« *Ne jamais céder, ne jamais se rendre* »

Après le dernier coup répressif dans l'État espagnol, le bilan de la désastreuse et démesurée « Opération Piñata » est de 5 compagnons séquestrés en prison. Face à leur répression, notre solidarité et l'action directe. Que les barreaux ne nous séparent pas et que la peur ne nous paralyse pas. La réponse de nos amis et compagnons au moment des arrestations mérite d'être admirée : ils ont montré leur soutien dans la rue avec une mobilisation le jour même, tout comme lorsque nous somme sortis, ce qui a mené à des arrestations et des affrontements avec la police. Dès le premier moment, les gens ont mis les mains à la pâte afin que les personnes arrêtées ne manquent de rien et nous voulons vous dire, à vous qui avez été sur le pied de guerre, que c'est ainsi que nous l'avons tous perçu de l'intérieur et c'est avec cette sensation que ceux qui, n'ayant pas eu la même chance que nous, sont partis vers le Centre d'extermination de Soto del Real [la prison de Madrid]. Aussi insignifiant que cela puisse paraître de l'extérieur, des détails comme le fait de venir protester et nous chercher aux portes de l'Audience Nationale, sont des gestes qui à l'intérieur font sentir que nous sommes pas seuls et cela a certainement permis à ceux qui ont dû partir pour Soto d'affronter cette nouvelle d'une autre manière. C'est un acte courageux de la part de ceux qui ont tenu tête tout en sachant que d'autres arrestations pouvaient se produire.

Cette lettre veut appeler tous les compagnons, proches, mis en examen et prisonniers concernés par le dernier coup de filet contre les anarchistes à ne pas perdre les nerfs, c'est un appel à la solidarité, à la force et au courage. Le coup n'a pas été seulement pour nous qui affrontons en chair et en os les graves accusations et les constructions policières et judiciaires, il concerne l'ensemble du mouvement qui se

voit pris dans une offensive qui a débuté vers 2011 avec l'incarcération d'un compagnon à Madrid et s'est accentuée à Barcelone et Madrid depuis l'incarcération de Francisco et Mónica, l'Opération Pandora et maintenant, jusqu'à nouvel ordre, l'Opération Piñata. Logiquement nous allons voir se répéter des processus de ce genre qui sont quelque chose de routinier et de cyclique dans la lutte, lorsqu'il s'agit de maintenir et de générer des projets continus allant à la racine du problème : l'ETAT. Dans chaque affaire répressive et à chaque moment politique, historique et pourquoi pas personnel, chaque collectif ou individualité affronte ces processus d'une manière différente et avec des temps distincts. Nous devons être conscients qu'assumer la répression comme une partie inséparable de la lutte est un processus qui s'apprend avec le temps et que chaque personne est capable de l'assumer à un rythme différent et avec plus ou moins de difficulté. Essayer de normaliser le fait qu'ils rentrent chez toi, qu'ils puissent te torturer, qu'il séquestrent les tiens, qu'ils frappent dans des manifs, qu'ils t'appliquent la loi antiterroriste ou que la première chose que tu vois après trois jours enfermé soit la gueule du juge Velasco n'est une partie de plaisir pour personne et le côté traumatisant de cette situation est tout à fait compréhensible. A un moment ou à un autre, nous avons tous éprouvé de la peur et des doutes et c'est grâce à cette peur que nous pouvons gérer nos réactions face aux risques que nous prenons. La peur est quelque chose de naturel qui nous permet d'agir dans des situations limites ou de stress, et ce n'est pas un problème dès lors qu'on sait la gérer. Le problème, c'est quand elle se transforme en panique et qu'elle nous paralyse, paralysant ainsi la réponse dans la rue et allant en certaines occasions jusqu'à être politisée pour devenir une ligne politique à suivre qui se met en travers de notre chemin à l'heure de frapper avec rage tout ce qui nous a encore menés à cette situation. Donner une réponse à tout cela, c'est sentir que nous sommes toujours vivants.

Il y a une part émotionnelle très importante dans tout cela, évidemment puisque nous sommes des êtres humains et « politiser nos cœurs » n'est pas une tâche facile. Mais derrière les émotions que nous sentons, garder l'esprit froid et agir en conséquence est indispensable à l'heure de répondre à ces atrocités. Il est tout aussi important de nous solidariser avec les personnes à l'intérieur des prisons qu'avec les accusés dehors, en prenant soin les uns des autres, en nous soutenant et en accordant plus de temps à ceux qui peuvent avoir besoin d'assumer tout cela plus lentement, afin de sortir de cela le plus dignement et en nous sentant fiers de ce que nous sommes, en générant un climat de confiance entre compagnons et en évitant que la peur et le pessimisme ne s'emparent de nous.

Il est évident que les énergies du premier jour ne sont pas celles qui nous accompagnent aujourd'hui ; nous avons triplé nos efforts pour tout régler afin que les compagnons emprisonnés ne manquent de rien, et à la longue, l'addition se présente. C'est pourquoi il est important de doser les forces et de prendre les repos nécessaires, avec l'objectif de créer une réponse politique dans la rue qui défende les prisonniers et se lance comme contre-offensive contre l'État, ses juges, ses flics et ses médias, pour ainsi le transmettre hors de Madrid et dans les geôles où se trouvent les compagnons.

L'intention de ce texte n'est pas d'analyser, comme cela a déjà souvent été fait, le pourquoi de tout cela. Divers textes, depuis le cas de Francisco et Mónica jusqu'à maintenant, ont justement détaillé les motifs de ces coups spectaculaires (nécessité d'un ennemi intérieur, justification des mesures répressives, re-définition du terme terrorisme, peur des gouvernements que des révoltes se produisent...). L'intention de ce texte est plus interne et personnelle ; il s'agit d'évaluer une des raisons pour lesquelles l'État fait cela et qui consiste à instiller la peur, ainsi que de tenter de faire une lecture plus intime et vers l'intérieur pour continuer à lutter et à porter notre discours la tête haute. Le caractère spectaculaire et médiatique des arrestations et des si graves accusations auxquelles nous sommes confrontés font que la psychose se transmet entre nous et que souvent nous oublions de penser que l'État et ses mauvais scénaristes ont construit à leur image un dossier plus proche d'un film de fiction que de quelque chose qui ressemble à un dossier judiciaire. Le mauvais ouvrage qu'ils ont pondu est surtout spectaculaire et médiatique, et les perquisitions et arrestations qu'ils nous ont imposées dans nos maisons et sous notre nez démontrent qu'ils ne croyaient pas eux-mêmes à ce qu'ils étaient en train de faire. Personne ne peut croire qu'une partie d'une « bande terroriste armée » (sans qu'aucune arme n'ait été trouvée) se trouve à présent dans la rue en attente de jugement. Malgré cette construction fantaisiste, les mesures de contrôle et l'infrastructure qu'ils ont utilisées pour leurs enquêtes ont été plutôt importantes et sont typiques de la part de ceux qui veulent contrôler tous nos mouvements ainsi que ceux des personnes proches, pour ensuite déformer, décontextualiser et manipuler à leur guise ces investigations : filatures à pied, en voiture, micros, dispositifs dans des voitures ou écoutes téléphoniques contre nous, pour tout trafiquer comme ils le voulaient. Nous les anarchistes ne cherchons en rien à gagner leur respect, mais nous pensons que manipuler comme bon leur semble nos données est tendancieux et ôte toute crédibilité. Avant tout, nous sommes ce que nous sommes, et nous ne voulons pas nous en cacher.

L'important dans tout ça, c'est d'apprendre des expériences, essayer de surmonter les adversités, nous faire confiance et nous préparer politiquement et émotionnellement pour cela. Face à des cas comme ceux-ci, seule la réaffirmation pourra nous rendre fiers de nous tous et de ce que nous proposons, fermement convaincus que l'anarchie est le seul chemin pour l'égalité entre les personnes, sans hiérarchies, sans leaders, en toute autonomie et sans gouvernement. Il est indispensable et inhérent à l'anarchisme de s'organiser contre l'État et tout ce

qui en fait partie, tout en nous défendant de toute offensive contre les anarchistes en démontrant clairement que ceux qui préparent ces coups de filet et ces opérations lamentables sont la plus grande bande organisée et dangereuse qui ait jamais existé : l'Etat, et en pointant cette bande d'assassins, de bourreaux, d'enfermeurs, juges, flics, médias, etc … Ces ignares tentent d'attaquer les anarchistes sur le même modèle que d'autres types d'organisations ou de structures hiérarchisées, démontrant ainsi qu'ils n'ont aucune idée de ce que signifient les idées anarchistes tout en en profitant pour dégrader et dénaturer les idéaux libertaires que nous défendons. Nous, nous n'avons pas de leaders, nous ne commandons pas et nous n'obéissons pas. Des siècles d'histoire anarchiste, sur le point d'être rayée des esprits de beaucoup et censurée par tous les médias officiels, démontrent que la forme organisative des anarchistes est horizontale, sans pouvoir, sans démocratie, sans totalitarismes, dans l'égalité. Essayer de nous convaincre maintenant du contraire, est inutile en plus d'être analphabète. C'est grâce à la démocratie que nous en sommes là où nous en sommes, et c'est la démocratie que nous devons détruire comme système dominant.

Ils veulent en finir avec la solidarité et faire en sorte que les prisonniers soient oubliés, ils veulent en finir avec le soutien mutuel, l'autogestion, les réseaux de soutien, l'action directe … en définitive ils veulent en finir avec les anarchistes, et renoncer à n'importe lequel de ces principes revient à renoncer à nos vies. Les coordinations et les espaces de confluence entre nous sont plus importants que jamais. Si leur objectif est celui-là, une bonne réponse consiste à s'organiser et à commencer à assumer que la répression et dans une plus grande mesure la prison comme conséquence, est quelque chose qui peut arriver tôt ou tard, sinon à nous et à nos proches. Avoir conscience de l'importance de nous sentir forts et fiers, et le démontrer en essayant de ne pas jeter l'éponge, éviter de tomber dans des réformismes ou d'opter pour des chemins plus faciles, est une voie dont « personne n'a dit qu'elle serait aisée ».

Ceci est destiné à tous les compagnons qu'ils ont réveillés comme nous le 30 mars pour nous emmener sous la loi antiterroriste, pour les compagnons qui sont restés dehors avec des choses pas bien plus faciles à résoudre, et surtout à nos frères emprisonnés qui n'ont pas eu la même chance que nous. Pour que nous continuions à avoir l'envie et la force de nous moquer de tout cela et d'eux tous. Leur pénible mise en scène théâtrale n'a pas de nom, et la blague lourde qu'ils nous ont offert a pour certains des conséquences impardonnables. Pour continuer la tête haute et en nous sentant fiers des 5 personnes emprisonnées lors de cette opération, de Fransisco et Mónica, des personnes sous le coup de l'Opération Pandora, de Gabriel Pombo, de ceux dont nous ne connaissons pas le nom, de tous ceux qui luttent et de ceux qui viendront. Vous êtes ce qui nous fait aller de l'avant et qui nous maintient en vie. La dignité que vous transmettez après tant d'années d'enfermement mérite que nous, dehors, soyons jusqu'au bout avec vous.

Pour une solidarité active et combative loin des opportunistes et des partis politiques qui veulent tirer profit de la répression. Parce que nous voulons choisir nous-mêmes comment y répondre sans leur permettre de récupérer notre lutte.

Pour la création d'espaces et de coordinations anarchistes.
Pour le débat et la diffusion.
Pour la création d'espaces libérés et autogérés.
Pour l'action directe sous toutes ses formes.
Pour la destruction de l'État et de tout ce qui fait de nous des esclaves.
Contre la démocratie … Pour l'anarchie !!

Liberté pour les anarchistes et anti-autoritaires incarcérés,
A bas les murs des prisons,
Maintenant plus que jamais : Mort à l'État et vive l'anarchie !



Hallucinations, intimidation et contrôle

Quelques mots sur l'Opération Pandora

Mars 2015 - Espagne

[Actuellement, les 11 compagnon-nes qui avaient été arrêté-es dans le cadre de l'opération Pandora, et dont 7 avaient été mis-es en prison, sont à présent tous et toutes dehors, avec des charges et sous contrôle judiciaire.]

« *On nous poursuit ? Et bien, c'est logique qu'on nous poursuive, parce que nous sommes une menace constante contre le système qu'ils représentent. Pour qu'on ne nous poursuive pas, nous devons nous conformer et nous adapter à leurs lois, nous intégrer à leur système, nous bureaucratiser jusqu'à la moelle et être de parfaits traîtres…. Mais. Voulons-nous être ainsi ? Non. Alors, notre pratique quotidienne doit se nourrir de notre imagination créatrice, notre force réside dans notre capacité de résistance. Ils pourront nous briser, mais nous ne devons jamais plier devant personne* »

– Buenaventura Durruti

Les explications du coup répressif du 16 Décembre sont sans doute nombreuses et très variées, des causes générales et spécifiques peuvent s'entrecroiser pour tisser les filets délirants du pouvoir qui ont mené à l'incarcération de nos ami-es et compagnon-nes. L'une des causes générales a peut être à voir avec l'inauguration et la mise en œuvre de la Loi de Sécurité Citoyenne, connue comme "Ley Mordaza" (NdT : loi bâillon). Celle-ci, avec le durcissement du code pénal qui rétablit la condamnation à perpétuité, fournit un cadre destiné à exercer un contrôle plus efficace de la part de l'autorité qui se blinde dans sa paranoïa constante. Les peines pour atteinte à l'autorité, pour troubles à l'ordre public et pour désobéissance se durcissent, de même que sont punies les protestations sociales comme celles menées pour le 15M (NdT : Mouvement des Indignés) ou la PAH (Plateforme des Affectés par l'Hypothèque immobilière). Les secteurs progressistes et sociaux-démocrates affirment que par là l'État "laisse moins d'espace de liberté" et qu'on "criminalise la lutte pour les droits". Comme on le voit, ce tour de vis de l'appareil juridico-repressif attaque le citoyen, c'est-à-dire, ceux qui luttent pour plus et de meilleurs droits, pour plus et une meilleure démocratie, pour obtenir un plus haut niveau de participation dans l'administration de la misère.

Liberté et droit, cela sonne de manière contradictoire. En tant qu'anarchistes, nous comprenons qu'en octroyant plus de droits, l'État se renforce et que notre soumission n'en est que plus grande. Ce n'est pas en étant plus subtile, plus démocratique, que l'oppression cessera d'exister, au contraire, elle se naturalise en se faisant invisible et en ressort renforcée. Nous refusons donc la catégorie de citoyens, nous cherchons inlassablement et obstiné-

ment à être des individus libres et nous ne sommes pas disposé-es à mendier plus de maillons à nos chaînes. La lutte pour les droits citoyens n'est pas la nôtre.

Il est donc probable que sur ce chemin de durcissement des mécanismes de contrôle, le pouvoir ait voulu frapper les anarchistes dans une claire volonté d'intimidation qui fait savoir à tous les conséquences du fait de prendre position contre lui. Ce n'est pas nouveau. En de nombreuses occasions le pouvoir a "eu recours" aux anarchistes pour expérimenter ses adaptations et modifications légales destinées à se renforcer.

Le développement indéniable des protestations de rue l'année dernière à Barcelone, tant en nombre qu'en intensité, peut être une autre cause de l'incarcération de nos ami-es. La disparition de la peur dans les manifestations est notoire et notable, ce qui implique un refus en pratique des valeurs civiques propres au comportement citoyen. Durant quelques instants, les jeunes prennent le contrôle de leurs vies en rompant avec l'ordre établi et c'est la propagation et l'extension de ces moments fugaces que le pouvoir tente de freiner avec sa stratégie classique ; répression et prison pour celles et ceux qui revendiquent explicitement et publiquement la Libération Totale.

Le F.I.E.S en prison et dans la rue

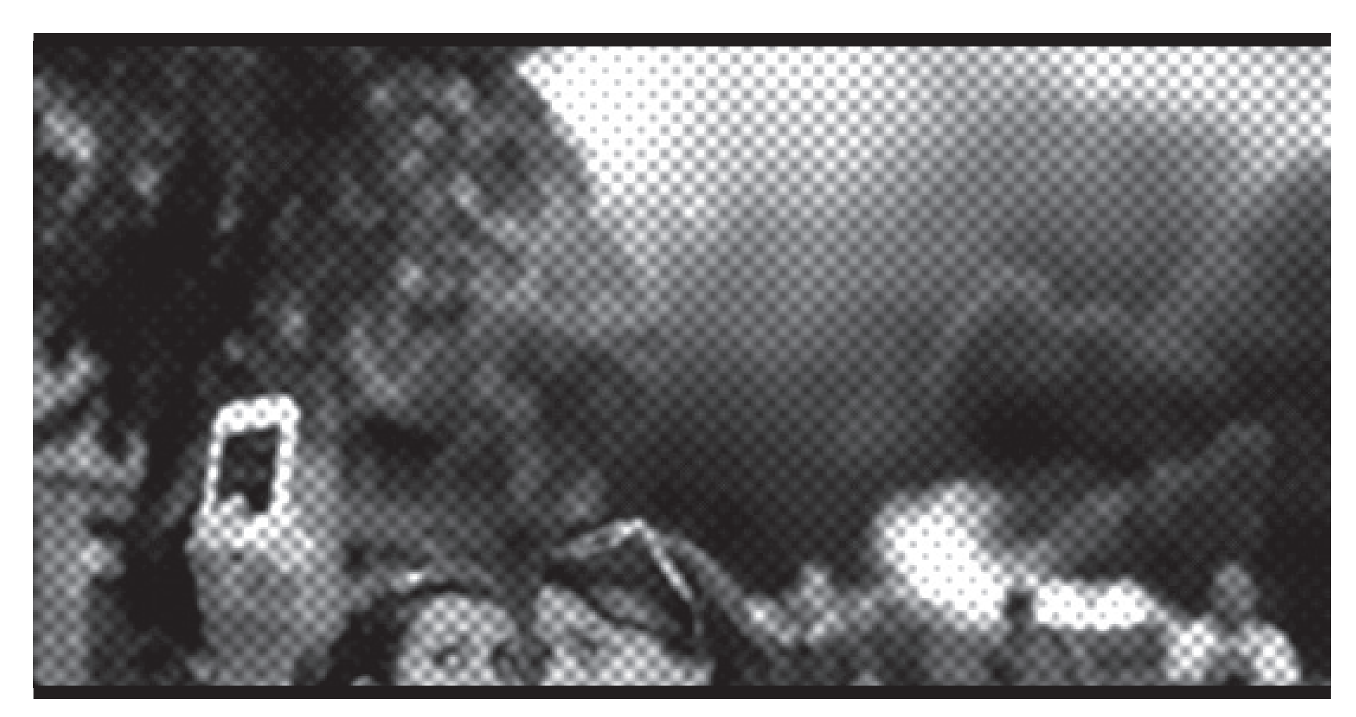
Au delà des causes découlant du cadre général de contrôle comme la création de la loi de Sécurité Citoyenne et le durcissement du code pénal, on se trouve aussi face à la tactique répressive utilisée par différents états-nationaux contre des mouvements anarchistes qui se traduit par des emprisonnements massifs avec des accusations aussi imprécises que celle de terrorisme. Marini, Cervantes (Italie), Caso Bombas (Chili), Ardire (Italie) et cette nouvelle Opération Pandora (Espagne) font partie de la même logique et sont des exemples d'une stratégie qui, plus que s'attacher à déterminer des responsabilités quant à des faits concrets, frappe des espaces anarchistes spécifiques en essayant ainsi d'exercer un contrôle de fer sur l'anarchisme en général. Mesures spéciales de sécurité en prison, filatures et écoutes téléphoniques dehors. Le contrôle est constant et direct et s'élargit à différents et de multiples espaces en utilisant plus de et une meilleure technologie. Que les personnes arrêtées soient ou pas responsables des actions dont on les accuse (ce qui en l'occurrence constitue aussi une énigme), n'intéresse guère le pouvoir, ce n'est pas le propos -cela est évident, entre autres nombreux aspects, de par le manque, voire l'absence des accusations. On cherche à exercer un contrôle direct à base de baffes permanentes dont l'objectif principal est de provoquer l'inaction et la démobilisation. Si ces coups répressifs entraînent la mise sous enquête et par conséquent la surveillance d'une grande partie du mouvement anarchiste et même de certains secteurs gauchistes, l'application du droit pénal de l'ennemi définie par l'idéologue nazi Carl Schmitt et l'entrée en prison qui en suit ne sont réservées qu'à quelques-un-es ; à celles et ceux qui revendiquent sans ambiguïtés l'affrontement contre le pouvoir, qui insistent sur l'autonomie et la liberté sans restrictions sans se laisser porter par des mirages citoyens ou d'indépendance nationale, qui utilisent toute leur créativité et leur volonté pour construire des réseaux de soutien et de solidarité avec leurs prisonnier-es. C'est une constante dans tous les assauts du pouvoir dans différents pays, et je pense que l'incarcération de nos compagnon-nes et ami-es ne fait pas exception.

Francisco Solar Domínguez
Centre Pénitentiaire Villabona-Asturias
Module d'Isolement

Pour leur écrire :

Francisco Javier Solar Domínguez
C.P. de Villabona
Finca Tabladiello s/n
33271 Villabona-Llanera (Asturias)

Mónica Andrea Caballero Sepúlveda
Ávila-Prisión Provincial
Ctra. de Vicolozano s/n
05194 Brieva (Ávila)



L'Effet dièse

Aversión - Mars 2015 - Espagne

« *Les téléphones intelligents nous offrent l'opportunité de comprendre comment la vie normale modèle le cerveau des gens communs. La technologie digitale que nous utilisons au quotidien modèle le processus sensoriel dans le cerveau à une échelle qui nous a surpris.* »

> Article sur une étude de l'Université et de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich (Suisse) sur l'effet de l'utilisation de dispositifs tactiles sur notre cerveau. (*La Vanguardia*, 20 janvier 2015)

Le slogan « *yo también soy anarquista* » [moi aussi, je suis anarchiste] a été repris à de nombreuses reprises. Deux de ces occasions, il y a peu, nous ont poussé à quelques réflexions : la première a concerné la lutte dans le quartier de Gamonal à Burgos [en janvier et novembre 2014], où ce slogan a été lancé par des habitants en réponse aux tentatives de la mairie de séparer, de faire s'affronter et de diviser une fois de plus les gens du quartier ; la seconde a suivi l'arrestation des personnes accusées dans le cadre de l'opération Pandora, lorsque ce mot d'ordre s'est mis à rebondir à toute vitesse de portable en portable, précédé d'un signe dièse : « *#Moi aussi je suis anarchiste* » (1) !

Dans le premier cas, il s'agissait d'une réponse ponctuelle et forte contre la violence de l'État, venant de ceux qui ne croient plus aux stratagèmes de ce dernier, fruit du travail collectif entre des compagnon-nes et des voisin-es de Gamonal. Dans le second cas, ce n'est qu'un *hashtag* de plus, une étiquette formée d'un mot, un sigle ou une phrase précédés du caractère « *dièse* », et utilisé sur internet, en l'occurrence sur le réseau social Twitter.

L'effet dièse, c'est la possibilité de faire sienne une étiquette [un *hashtag* se compose d'un # suivi d'un *tag*, ou *étiquette*] dotée d'un certain poids (quel qu'il soit), cela nous permet de donner une opinion sans prononcer un mot, sans se mouiller, sans réflexion approfondie, puisqu'il suffit de reproduire cette étiquette au rythme névrotique de nos vies (dans l'ascenseur, dans les embouteillages, dans le métro, entre un cours et un autre, et même quand on est en train de chier). De la même façon d'ailleurs que le monde virtuel en général nous offre l'option de communiquer (ou de répandre) sur le champ n'importe quelle réflexion, opinion, photo, connerie, peu importe ce qui est dit : Vive le monde fantastique de la technologie !

Quand nous étions petites, nous jouions souvent à ce jeu : nous prenions un mot de deux syllabes et nous le répétions plusieurs fois jusqu'à ce qu'il change de sens ; ce qui me surprenait alors, ce n'était pas que « bron-ca » [colère] se transforme en « ca-brón » [salaud], mais plutôt à quel point les deux mots se voyaient vidés de leur sens comme par magie et ne devenaient plus qu'un bruit. C'est ainsi que la phrase « *yo también soy anarquista* » répétée à maintes reprises peut certes grossir et se diffuser dans le temps, mais, en fonction du moyen utilisé et de la situation dans laquelle elle est lancée, peut aussi

bien se charger de sens et de représailles que s'effriter et se réduire à un simple slogan, à un mot creux.
Nous n'accorderons certainement pas la même valeur au « *Je souffre parce que je suis un radical* » de Vanzetti face à la peine de mort (2), qu'au « *#Moi aussi je suis anarchiste* » transmis « anonymement » et en flux par Twitter.

La solidarité est appréciable, mais il ne faut pas oublier que c'est précisément en ressassant et en décontextualisant quelque chose qu'on banalise sa valeur, son poids ; se définir anarchiste à un moment où c'est cela qui est en cause est bien sûr appréciable, mais il est absurde de le faire sans le ressentir, sans y croire et/ou sans le comprendre, qui plus est à travers un média qui ne suppose aucune sorte d'implication réelle. Ainsi, il n'est pas surprenant que même des politiciens et des journalistes férus de nouvelles technologies annoncent fièrement leur solidarité facile de *smartphone* : « *#yo también soy anarquista* ». Aucun d'entre eux n'aurait certainement eu l'audace de reprendre aussi facilement cette étiquette sur leur GPS doué de parole et d'écrit lorsque Francisco et Mónica ont été arrêtés. Pourquoi ? Ou d'affirmer comme certaines personnes solidaires dans un tract : « *Nous sommes tou-tes Mateo Morral* ». Et dans ce cas, cette phrase se serait-elle diffusée avec autant de rapidité, jusqu'à devenir un *trending topic*, c'est-à-dire un sujet à la mode ?

L'espace que chacun-e d'entre nous donne à la technologie dans sa propre vie relève d'un choix personnel, mais c'est une responsabilité collective qu'au moins celles et ceux qui disent *basta !* à l'avancée frénétique de cette dernière ne soient pas exclu-es de l'information lors de moments importants. Si certain-es aiment passer leur temps en écrivant des maximes philosophiques ou en maudissant les politiciens sur Twitter… qu'ils y aillent, personnellement, je ne les suivrai pas. Mais au-delà de l'invitation à une réflexion personnelle sur jusqu'à quel point nous voulons continuer à donner de la place à cette course effrénée et consumériste du contrôle totalitaire, nous pensons qu'il est d'une importance vitale de maintenir les anciennes méthodes de communication entre nous...



Propositions pour débattre sur le possible développement de projets et de mouvements

2015 - Allemagne

Le texte qui suit était une contribution à une petite rencontre informelle entre anarchistes des pays germanophones. La première partie du texte aborde la question des raisons et des perspectives d'une telle rencontre, sur quel base des gens se retrouvent et avance ensuite des propositions concrètes de points de départ pour les discussions. Dans ce qui suit, cette partie n'apparaît pas.

La considération de prendre des propres projets, autonomes et auto-organisés, comme point crucial ne vient pas de nulle part. Le développement continuelle de ces projets basés sur des affinités, des analyses et des perspectives communes afin de pouvoir intervenir dans la réalité sociale spécifique est la tension permanente et la tâche dans lesquelles nous, en tant qu'anarchistes, nous trouvons.
Combine minimal leur orientation et ampleur, combien timide pourrait sembler leur réalisation n'a pas d'importance dans ce cas, car pour initier un projet de lutte, il ne s'agit pas des dimensions quantitatives qui ont été atteintes (qui de toute façon deviendront tôt ou tard un défi), des images radieux du succès et du spectacle, ni de la présentation orgueilleuse des résultats finals. Il s'agit plutôt de l'aspiration ferme vers la cohérence qualitative, des expériences qui ont été faites et des discussions ainsi enrichies – et tout cela ne peut être enlevé en étant propriété d'un groupe, d'une organisation ou d'un milieu. Toute théorie qui n'a pas le début, le développement ultérieur et l'intensification de tels projets auto-organisés comme but, toute collectivité qui ne le favorise pas, voire même l'entrave, toute rencontre qui n'a pas cela comme base de lutte et tout anarchiste qui ne le développe pas, ne vaut rien du tout.

Ces prémisses faites, nous voulons aborder quelques points concernant de tels projets anarchistes de lutte, car ils nous semblent assez urgentes tandis qu'en vrai, on se retrouve souvent à les affronter faiblement. Cette description schématique révèle la nécessité d'être approfondie au niveau théorique et pratique, d'être étendue et repensée. Ce sont des assomptions et des hypothèses, pas de conclusions idéales.

Communication. On doit se poser la question, vivant dans une époque d'un isolement social étouffant, comment on peut communiquer nos idées et critiques, nos analyses et perspectives, nos perspectives de lutte et les adresses des ennemis, comment les rendre clairs et compréhensibles. Toute tentative qui se vante d'avoir trouvé un certain instrument capable d'y remédier complètement, est vouée à l'échec. Il s'agit plutôt de la combinaison imaginative et innovatrice de différents moyens[1], car uniquement ainsi on peut dépasser les limites de l'attitude symbolique et sectaire des prêcheurs et la séparation de la politique.

Comme la communication n'est pas un simple synonyme d'agitation, il faudrait se demander comment on peut développer des occasions pour des rencontres, de compréhensions réciproques, de discussions, d'une certaine « abordabilité » et à travers tout cela, la possible création de liaisons insurrectionnelles. La stimulation de discussions concerne autant le groupe affinitaire en soi que le terrain social sur lequel ce groupe est en train d'intervenir. Quand nous parlons d'alimenter les hostilités, les discours, de donner une critique partielle ou générale, nous parlons toujours de l'entrelacement du mot et du geste, de possibilités pour un meilleur entrelacement et de la fertilisation mutuelle entre les deux.

Provocation. Comme nous serons toujours en position minoritaire, on doit se demander – sans nécessairement devenir ou convaincre la majorité – comment lancer des développements qui dépassent le contexte spécifique de leur émergence. Telle qu'une réaction chimique, l'intuition ou la connaissance peuvent suffire afin d'agir dans les bonnes conditions, au bon moment, d'une certaine façon et en se servant d'un certain élément, ce qui provoque un processus imprévue et amène les conditions à déborder ou à exploser.
Nous ne pouvons pas laisser cette sensibilité nécessaire de frapper au ravage des temps à la pure coïncidence, il faut plutôt souligner la nécessité et la signification d'expérimentations créatives. Bien insérée dans le contexte d'un projet insurrectionnel[2], l'expérimentation ne connaît pas de tabous, vu qu'elle vise à encourager, à provoquer, à inciter à se positionner, à s'exciter et à agir – tout en évitant à tout moment ce qui est bien connu.
Tout comme l'usage du faux[3] comme jeu avec les rôles sociaux et les identités, l'exagération de celles-ci, la bonne piqûre d'épingle au bon endroit et l'élément qui à travers sa diffusion énorme sur le terrain rend le feu sauvage possible, sont des points de référence pour provoquer des dynamiques qui ont un caractère imprévisible. Néanmoins, des espoirs trop grands peuvent rapidement mener à l'épuisement et de la frustration.

Agilité. Le sens et le non-sens de tout groupe affinitaire, de toute foule réunie et de toute connexion active entre des personnes peut se mesurer à son degré d'agilité. On parle d'une certaine souplesse, d'une vitalité agile qui s'affirme autant quand on agit ensemble que quand on agit seul, et qui renforce la capacité de s'organiser *soi-même* indépendamment de lignes directrices ou de résolutions collectives. L'agilité est le résultat de différentes initiatives propres, qui émergent spontanément ou de façon planifiée, et qui se mélangent. L'agilité est tant une condition à qu'un produit de l'informalité. La multiplication souhaitée d'initiatives n'est pas le résultat automatique des connexions informelles entre des personnes, vu que le centralisme, la fixation sur des personnes en particulier et sur leurs opinions et suggestions et la dépendance qui en est produit, reviennent plus ou moins en permanence et se durcissent en fonction de la durée de son existence.
Cette tendance doit être combattue en ne plus focalisant dorénavant l'organisation seulement sur des rencontres et des réunions, mais en la faisant devenir une pratique quotidienne mise à l'épreuve en commun. Prendre des rendez-vous et faire des plans individuels ou collectifs, avancer des buts individuels et collectifs petits et plus grands, faire des suggestions et expérimenter, agir et réagir, discuter, essayer, résumer et tout ceci sans aucune structure à une plus large échelle et sans aucune procédure programmée, mais comme une pratique chaotique qui dépend de son propre initiative, de la joie et de l'humeur, de la haine et de la vengeance, de la nécessité et du désir. Pour cela, il n'est nécessaire de ne rien laisser à la spontanéité, mais de rendre la spontanéité possible et utile à travers des plans et des capacités de s'organiser. Le mot-clé : la continuité. Sans implicitement aspirer à une croissance continuelle, la continuité est le sol sur lequel tout ceci peut se développer et qui permet un fine sentiment pour le possible fleurissement. Par l'attirance magique continuelle et le rejet, des individus trouvent la proximité ou la distance qui leur convient et qui correspond à leurs affinités.
Plus que des individus acquièrent, à travers des expériences communes dans des combinaisons et des constellations alternantes, le sentiment d'avoir trouvé une proximité fiable avec d'autres, plus qu'il devienne possible – même dans des conditions particulièrement hostiles – de briser la routine quotidienne. L'agilité collective signifie la force commune, qui est formée par chaque component singulier.

Si ceux-ci sont des directions possibles d'un projet d'intervention insurrectionnelle, qui reçoit son caractère par l'intersection de toutes les directions, quelle est alors la référence qui réunit ensemble des projets différents ? Un mouvement ? Un mouvement anarchiste international ? Existe-t-il généralement vraiment quelque chose comme ça ?
Si on assume que ce terme ne se réfère pas à une masse de *gens mis en mouvement* par une idée, mais aux *mouvements*, qui émergent des anarchistes qui sont en *mouvement* et de leurs luttes, un tel mouvement n'est pas palpable dans notre contexte[4]. On ne peut pas prétendre que cela a été différent lors de notre vie et à cause de cela, il ne nous reste que des assomptions concernant la signification d'un tel mouvement et on n'a que des notions brutes de ce que cela signifierait d'initier de tels mouvements.

Mais commençons par une démarcation, car savoir ce qu'on ne veut pas, signifie aussi approcher une idée de ce qu'on désire. Bien que nous considérions un cadre plus large qui parle de luttes communes d'un mouvement anarchiste dans cette région plus comme une imagination qu'une réalité, certains individus et collectivités semblent néanmoins se référer régulièrement à un certain mouvement (anarchiste ? autonome ? gauchiste ?). L'existence et l'autojustification de ce mouvement semble se nourrir de l'existence d'« un ensemble de lieux, d'infrastructures, de moyens communisés », à travers lesquels « les rêves, les corps, les murmures, les pensées, les désirs qui circulent entre ces lieux, l'usage de ces moyens, le partage de ces infrastructures.» deviennent les éléments constitutifs. Cette collection agit

selon le principe : « N'est mauvais que ce qui nuit à l'accroissement de notre puissance ». Si ces « lieux » où nous « coopérons » sont créés, si nous les « rejoignons », ayant retrouve un « chemin à suivre », une « stratégie commune » préparée, « il s'agit de se donner les moyens, de trouver l'échelle où peuvent se résoudre l'ensemble des questions qui, posées à chacun séparément, acculent à la dépression ». On doit donc « s'organiser sur la base de nos besoins - de parvenir à répondre progressivement à la question collective de manger, de dormir, de penser, de s'aimer, de créer des formes, de coordonner nos forces » et concevoir cette « mise en commun immédiate, matérielle, de construction d'une véritable machine de guerre révolutionnaire, de construction du Parti » comme un « moment de guerre contre l'empire. »

Il me semble qu'une telle idée d'un mouvement coïncide très souvent avec le concept du parti qui doit se construire « comme une traînée de lieux habitables » comme on le cite ici de « l'Appel », écrit par des auteurs anonymes. Un mouvement ou un parti qui ne colle pas ensemble sur base d'une idée commune de qu'est-ce que cela signifie de *lutter*, mais plutôt à travers l'adoption et le partage de rôles sociaux et d'identités qui trouvent et dictent des solutions pour des problèmes sociaux. Ce mouvement ne se bouge pas de sa propre force ou de son propre initiative, mais est mobilisé, géré, dirigé et défendu. Il cherche à dresser une ligne de front intérieure dans la logique d'une guerre civile et ne rend des *mouvements* pas dépendants de leurs propres pensées et agissements, mais de prendre parti, de réunir autant de gens que possible à coopérer et à collectiviser. Ainsi la force du parti mystérieux accroît, qui aspire à reprendre et à se réapproprier tout plutôt que générer une rupture avec l'existant ici et maintenant.

Notre concept de force s'oppose diamétralement à celui des appelistes. La force commune naît là où des individus se retrouvent ensemble à développer des pensées et des projets, motivés par la joie les uns pour les autres, par l'intérêt égoïste et non parti-politique de l'autre. Plus que l'examen de soi-même, des compagnons et de la réalité devienne intense, plus que sa portée résulte en pratiques et plus que la pratique devienne intense, plus que la joie gaie se répand vers d'autres individus éparses, qui pourraient prendre l'initiative pour encourager une idée ou un projet aussi par leur propre contribution ou critique.
Cet encouragement ne requière pas une fusion vers un collectif unifié, vu que son but n'est pas la constitution d'un contre-pouvoir ou la massification de l'individu, mais bien le contraire : alimenter la constellation éparse, asymétrique de lutte. L'asymétrie du conflit n'est pas basée sur l'adoption d'une identité sociale commune afin d'endosser un rôle commun séparé *dans* la société. Elle reconnaît qu'en tant qu'exclus, nous sommes toujours en *dehors* de cette société et que dans la lutte contre la société, un rôle ou un front, acceptés par la société, ne nous seront jamais octroyés. Il s'agit donc de soulever la question de comment créer des connexions entre les différents exclus, comment se battre dans une lutte sociale avec des intentions antisociales, sans charger les protagonistes avec un programme, un rôle fixe ou les régularités d'un collectif. Comment amener une méthode à l'intérieur du conflit social, praticable pour tout le monde sur la base de ses propres désirs. Comment créer des moments d'intensification qui, à travers la multiplicité de pratiques culminantes, ouvrent des possibilités insurrectionnelles.

Si on peut trouver des réponses à ces questions, ce ne sera uniquement dans la réalité des projets et des luttes concrètes. Mais peut-être la recherche de ces réponses pourrait devenir plus durable et peut-être on pourrait éviter les expériences inutiles des erreurs qui ont déjà été faits, si la dynamique des luttes spécifiques et des projets pourraient être reprise par d'autres et se verrait ainsi encouragée au-delà du contexte local, et si ces luttes et projets créeraient un point de réflexion et de coordination pour ceux qui voudraient eux aussi mettre en route de tels mouvements. Si la notion du terme *mouvement* fait du sens pour nous, c'est probablement dans ce sens-ci… Quel rôle est-ce qu'une rencontre comme celle-ci pourrait jouer pour développer de tels mouvements ? Combien de signification ont les rapports personnels, l'échange personnel, voyager et tourner d'endroit en endroit ? Et l'élaboration commune de théorie et sa diffusion ? Est-ce que des rencontres publiques, des réunions ou des foires de livre ont un sens ? Qu'est-ce que le développement de projets au-delà d'une région limitée pourrait signifier ? Dans quelle mesure sommes-nous capables de se saisir spontanément des impulsions et de s'y référer à notre propre façon ? Quel rôle joue la solidarité et la critique dans et pour un mouvement ? Et est-t-il généralement imaginable et possible en ce moment et face à ces conditions de mettre en route de tels mouvements ?

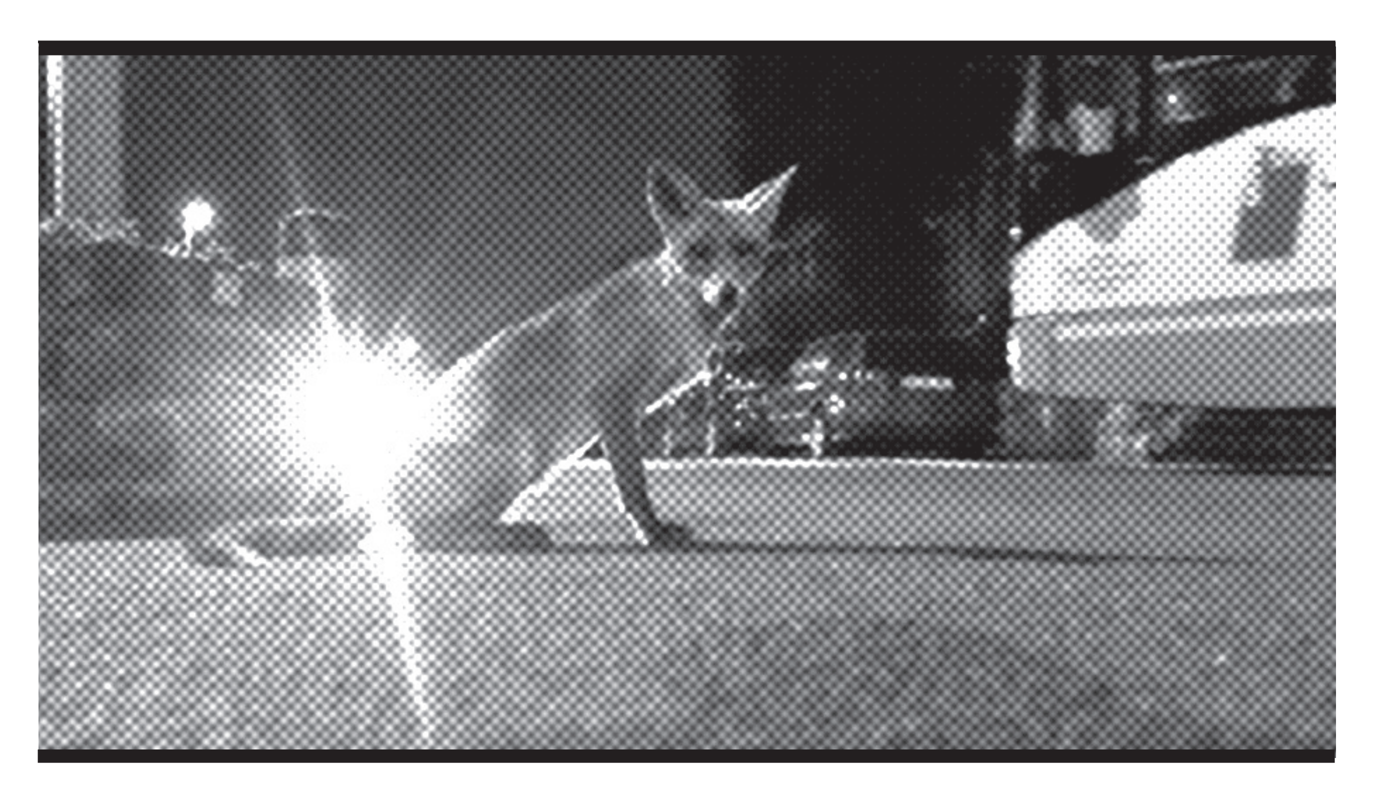
Notes

1. [Quelques notes rajoutées pour la publication de ce texte dans Avalanche]. On veut dire tous les moyens que des anarchistes créent pour articuler leurs idées comme des tracts, des slogans, des brochures, des journaux, des livres, des affiches ou, si la nécessite s'avère, la création de périodiques ou des éditions particuliers afin d'approfondir certains aspects.

2. On veut dire tout projet qui, contrairement à une intervention ponctuelle pendant un temps délimité, agit contre un ou plusieurs aspects de la domination et naît donc d'une analyse plus profonde afin d'élaborer des hypothèses plus précises, tels que comment arriver à un moment de rupture avec l'existant.

3. Comme la diffusion spécifique de fausses informations, de documents officiels falsifiés qui, en fonction du but, font des promesses, donnent des ordres ou évoquent des demandes, ou juste posent certains faits sur la table.

4. Pas palpable dans le sens qu'il aurait la force d'influencer décisivement les conditions de vie ou même de les changer, ou qu'il aurait une signification dans la vie de la vaste majorité des gens.



Feu à la maxi-prison !

Juin 2015 - Belgique

Ça fait déjà un bon moment depuis la première et dernière contribution des compagnons de Bruxelles à propos de la lutte contre la construction d'une maxi-prison. L'idée de cette seconde contribution n'est pas de répéter les mêmes éléments d'analyse de fond et ainsi de suite qu'on retrouvera facilement dans le numéro 1 d'Avalanche, mais bien une tentative d'approfondir certaines problématiques concernant cette lutte en particulier et la lutte spécifique insurrectionnelle en général.

Aujourd'hui nous en sommes au point où un parcours de deux ans et demi de lutte contre ce projet morbide de l'État est maintenant derrière nous. De vieilles complicités se sont rompues, de nouvelles se sont forgées. Des illusions ont été perdues, qui nous ont permises d'avoir une vision plus claire de ce qui doit être fait, nous offrant l'opportunité d'affiner nos idées et pratiques. Ce n'est qu'en mettant ses idées en pratique que l'on peut chercher les moyens adéquats pour franchir certains obstacles, une vraie confrontation entre le fantasme et la réalité est ce qui nous rapproche d'une meilleure compréhension de comment mettre le feu aux poudres et d'éclairer le sens de nos idées.

Quelques changements dans le contexte social

Durant l'année écoulée, certains éléments ont changé dans le contexte social où nous agissons, et qui méritent d'être soulignés.

Tout d'abord, depuis l'hiver dernier l'armée a réapparu dans les rues de Belgique, protégeant en permanence les symboles de possibles attaques islamistes. Après l'assassinat de deux islamistes présumés lors d'une descente de police dans une maison à Verviers, l'alerte terroriste contre les flics et les commissariats a atteint son niveau maximum. À la suite de quoi, durant plusieurs semaines, les flics de Bruxelles ne patrouillaient plus seuls mais toujours à deux voitures, et jusqu'à aujourd'hui des flics armés de mitraillettes sont postés devant les commissariats, des flics contrôlent chaque entrée du Palais de Justice, des flics sont armés de mitraillettes lors des patrouilles dans les rues.

À côté de ces avancées de la répression (le climat antiterreur a connu beaucoup d'autres de ces « avancées »), nous voudrions attirer l'attention sur deux mouvements d'agitation sociale. D'abord les protestations contre les mesures d'austérité, généralement très dirigées par les syndicats lèche-culs réformistes, mais qui sont devenus incontrôlés en novembre dernier. Des milliers de personnes d'horizons différents ont affronté les flics pendant plusieurs heures à l'occasion de ce qui est généralement considéré comme un défilé ultra chiant des syndicats. Cet évènement à la frontière entre différents

quartiers dans lesquels nous faisons un travail d'agitation peut être considéré comme une bouffée d'air frais dans le contexte répressif pacifié de Bruxelles. Une moto de flics mise à feu en réaction à la brutalité policière qui a tout déclenché, 112 flics envoyés à l'hôpital, quelques voitures utilisées comme barricades, du vandalisme. Si ce moment de joie a été gravement condamné par tous les syndicats (certains d'entre eux collaborant même avec les flics), il a également montré à beaucoup que la rage et le désir de révolte couvent sous le projet pacificateur des syndicats.

Ensuite, durant l'année écoulée, un mouvement de coordination de sans-papiers a pris de l'ampleur, ouvrant la voie à des manifestations (il faudrait mentionner qu'une manif sauvage a fait suite à une arrestation, ce qui est très rare), des occupations, des protestations, etc. Outre la demande d'une régularisation générale, il y a également la présence d'une critique des frontières, une attention portée à l'*hécatombe* en Méditerranée, et la volonté de fermer les centres fermés et d'arrêter toutes déportations. Les deux signes d'agitation sociale mentionnés ici sont considérés pertinents pour notre lutte, jetant des ponts entre notre lutte et l'agitation qui nous entoure. Nous ne cherchons à éduquer personne, mais au plus de troubles dans les rues, au mieux, de même que nous imaginons des interventions pour étendre le conflit, en essayant d'ouvrir l'horizon vers une situation plus explosive.

Un dernier élément à prendre en compte est l'occupation zadiste du terrain de la future prison, une coalition de voisins citoyennistes, de militants écologistes, de zadistes venus de partout et de quelques individus avec qui nous avons plus à partager ainsi que plusieurs compagnons, mais cette histoire est un tel merdier qu'on ne va pas s'y engager maintenant. On y reviendra par la suite en parlant de *désolidarisation*.

Une base solide

Ce qui peut être dit c'est que deux ans et demi d'agitations (avec différents moyens) dans certains quartiers a construit une base solide sur laquelle beaucoup peut être imaginé. Le silence autour de ce projet de l'État a incontestablement été brisé avec nos propres moyens (même si l'on rencontre encore toujours des gens qui n'ont jamais entendu parlé de la maxi-prison, on peut dire que le mot maxi-prison est entré dans le langage commun dans certaines parties de Bruxelles, montrant l'importance de ce qu'un petit groupe de compagnons peut faire, sachant que maxi-prison est un nom inventé qui marquera la prison d'une saveur de lutte même si elle est construite), et la proposition de l'auto-organisation et de l'action directe contre cette prison et ses responsables est en train de circuler. La diffusion du journal mensuel « Ricochets » se fait connaître.

Après quelques moments de référence dans la lutte (l'occupation qui a eu lieu en 2013, une tentative de manifestation et l'occupation policière du quartier en 2014), plusieurs compagnons ont décidé d'ouvrir un lieu de référence dans le quartier populaire de Cureghem (Anderlecht). Dans « Le Passage », ont lieu des permanences, discussions, repas et d'autres activités autour du sujet de la maxi-prison et l'emprisonnement en général, créant les occasions pour des personnes de différents horizons de se rencontrer et d'orienter leur refus de l'offensive répressive et de la logique étatique en général.

Celui qui veut faire une évaluation quantitative du projet, en comptant les gens qui passent à chaque ouverture, n'a rien compris au sens qualitatif de cet espace. Si l'on ne parle pas des masses, on se réfère aux rencontres intéressantes entre rebelles, esprits critiques, insatisfaits et anarchistes qui discutent les moyens de refuser ce monde. Lorsque des gens qui ne devaient jamais se rencontrer se rencontrent dans le contexte d'une lutte, quelque chose d'intéressant se produit. Et là nous ne parlons pas de rencontres entre représentants de groupes politiques mais entre individus qui comprennent la nécessité de s'opposer à ce projet et à l'État de façon directe. Bien sûr, la lutte n'a pas lieu entre les quatre murs d'une pièce et l'intérêt d'un lieu comme celui-là pour se rencontrer et se coordonner dépend de la qualité du combat dans la rue.

Donc les nouvelles de la lutte traversent les rues de certains quartiers, que ce soit par des posters ou par le bouche à oreille (menant parfois à des histoires très exagérées, par exemple transformant une petite confrontation avec les flics en une émeute ou le saccage des vitres d'un bureau d'ingénieur collabo lors d'une manif sauvage en fusillade). Et des infos concernant des faits qui ne sont pas parvenus aux médias (comme des confrontations avec les flics) arrivent jusqu'à nos oreilles par ce lieu. Prendre part dans certaines dynamiques de ces quartiers ouvrent des perspectives de compréhension mutuelle et de solidarité.

Le silence des médias de masse

La police, de son côté, n'apprécie bien sûr pas les tentatives anarchistes d'agitation sociale et d'insurrection et ne compte pas faire de propagande en faveur de la proposition d'auto-organisation et de sabotage contre cette maxi-prison. Néanmoins, le silence médiatique a récemment été brisé à plusieurs occasions (en laissant de côté les tentatives répétées du comité citoyen des habitants de Haren - où ils veulent construire la prison - d'attirer l'attention des médias sur leur programme politique contre ce qu'ils continuent d'appeler la "méga-prison"). Dans l'attente des dernières rencontres entre les personnes importantes pour obtenir les derniers documents officiels afin d'obtenir les dernières permissions nécessaires pour débuter les travaux, l'architecte principal de la maxi-prison commence à verser des larmes dans tous les médias qui veulent bien les recueillir au sujet d'un engin incendiaire (liquide inflammable + gaz) déposé à son domicile l'hiver dernier (c'est-à-

dire quelque mois avant que la nouvelle ne parvienne aux médias !). Alors que dans le premier interview le salaud nie toute responsabilité, après coup il change de tactique et déclare qu'il ne comprend pas ce qu'il peut y avoir de si mauvais dans la construction de prisons. Cette nouvelle déclenche l'appétit pour le sensationnel des vautours médiatiques, qui parlent pour la première fois d'actions directes commises contre ceux qui font du profit avec ce projet, pointant le doigt accusateur vers les anarchistes qui sont appelés terroristes. L'infâme architecte déclare que toutes les compagnies impliquées ont eu des ennuis jusque là.

Au milieu de cette hystérie (les journalistes découvrant l'existence de l'anarchisme combatif ainsi que d'une lutte de deux ans et demi contre l'État et son programme répressif pour Bruxelles), le domicile de plusieurs membres de la commission qui doit accorder la permission de construire ou non est tagué. Les connards de responsables sont pris de panique et au moins l'une d'entre eux déclare publiquement sa démission. La réunion de concertation publique elle-même est massivement entourée de flics et l'on ne peut y assister qu'après un contrôle d'identité et contrôle de sacs. La moitié des membres de la commission sont assis dans l'obscurité afin que les médias ne puissent pas photographier leur visage. Enfin, au milieu du spectacle médiatique, un groupe de 15 à 20 personnes (selon les médias) investit la Régie des Bâtiments et détruit la maquette de la future prison une bonne fois pour toute ! Peut-être que notre cher ami et architecte Wachtelaer a ainsi compris qu'il n'aurait pas dû pleurer devant les caméras, sachant que l'écho d'une action inspire d'autres actions. À la suite de cet épisode, la décision de la commission a été retardée plusieurs fois avec des politiciens déclarant publiquement qu'*en fait eux aussi sont contre le projet* (ouais, c'est ça !), jusqu'au jour des perquisitions menée par la police anti-terroriste dans 4 domiciles de compagnonnes et au « Passage ».

Avant d'arriver à ce point, nous voulons clarifier que même si les médias de masse ont évidemment une très large audience (y compris auprès des prisonniers), le spectacle consume tout ce qu'il touche et que c'est la pratique autonome de nouvelles et d'idées diffusées par des compagnons ainsi que les discussions entre individus (compagnons ou non) qui donne son vrai sens à la lutte et non l'écho médiatique propagé par des vautours en manque d'excitation dans leur vie chiante. Pour clôturer ce chapitre sur les médias de masse nous voulons remarquer qu'au moins trois citoyens de Haren se sont publiquement dissociés de tout acte de vandalisme, et ce au nom de tous les habitants du village (eh bien, nous ne mettons pas en doute leur volonté d'être eux-mêmes des politiciens), ainsi que l'ont fait deux occupants de la zad au nom de leur zad (ouaip). Pour tout ceux qui sont convaincus de l'usage de l'action directe, il semble judicieux de rester loin de ces politiciens qui préfèrent parler aux magistrats (qui ont commencé par ailleurs à s'opposer au projet eux aussi, quelle merde !) plutôt qu'aux personnes destinées à être balancées dans cette atrocité à venir. Ce genre de personnes est un danger pour quiconque veut jeter une pierre et devrait être reconnu comme tel. Le discours étatique « du bon et du mauvais » est repris en cœur par ces salauds.

Perquisitions

Quelques mots alors au sujet des perquisitions qui ont eu lieu au prétexte « d'incitation à commettre un acte terroriste » et « d'appartenance à un groupe terroriste ». La police a perquisitionné quatre domiciles de compagnonnes et le local « Le Passage », vidant entièrement les lieux de tout matériel d'agitation : auto-collants, posters, tracts, brochures, journaux et autre. Cet acte de sabotage est un signe que l'État déclare la répression ouverte contre notre projet insurrectionnel. Ils veulent nous paralyser et effrayer les gens qui d'une manière ou d'une autre se soulèvent contre le rêve de l'État de mettre des prisons partout. Ils veulent faire fuir les gens du Passage, ils veulent faire craindre aux gens de dire ce qu'ils pensent, ils veulent mettre en accusation toute conversation autour de l'attaque contre les salauds de ce monde, ils veulent éliminer les idées de révolte. Face à ce terrorisme d'État nous ne pouvons répondre que d'une façon : continuons de les contrarier de tout notre cœur. Tant que nous sommes encore dehors nous devons faire tout notre possible pour rompre la paix sociale dans ce cœur des ténèbres pourrissant, dans la capitale de l'Europe où nous voyons les contradictions de ce système de répression et de misère, de richesse et de pouvoir, devant notre nez partout où nous allons.

En réaction aux perquisitions, des compagnons se sont retrouvés dans une dynamique enthousiasmante et ont préparé un rassemblement pour quelque jours plus tard. La police a à nouveau occupé le territoire pour intimider et faire fuir les gens. Il faut dire que la police est casse-couilles, mais n'oublions pas les mots encourageants d'un homme rencontré lors d'une distribution pour appeler au rassemblement, mots d'encouragement parmi d'autres : « Je vous tire le chapeau. Vous avez encore le courage. Il y a beaucoup de défaitisme par ici, et les gens ont même peur de dire ce qu'ils pensent. »

Et donc...

Cette lutte n'a jamais été ni évidente ni facile et dans le futur elle ne deviendra certainement pas plus facile. C'est une lutte bâtie sur de nombreuses années d'activités d'agitation menées par des compagnons concernant les sujets de la prison, des centres fermés et autres. L'État fera de son mieux non seulement pour mettre des gens en prison, mais pour détruire tout ce qui a été construit avec tant d'efforts, pour effacer l'histoire de l'anarchisme insurrectionnel et combatif. En plus, on ne remarque pas toujours les signes d'agitation sociale parce qu'ils sont cachés, qu'ils soient réduits au silence par les flics ou passés inaperçus à cause de l'isolation sociale qui est une condition de l'époque moderne.

Mais même si nous ne sommes pas toujours conscients des conséquences de nos actes, découragés par une ambiance d'apparente résignation générale, effrayés par les poulets, ... Bruxelles bouillonne de rage et nous devons être prêts. Le contexte social de ce petit pays dans lequel nous vivons se dirige vers un désastre (si nous ne le vivons pas déjà) et l'on peut être certain d'une explosion future. La maxi-prison n'est qu'un détail au tableau d'ensemble mais l'attaque contre les responsables est une indication claire pour toute personne en conflit avec l'État et ses pratiques quotidiennes insultantes. Cette lutte peut être une référence d'auto-organisation visant l'attaque des conditions misérables et des institutions suffocantes, et elle existe dans l'imagination et le souvenir des gens. Elle peut donner du courage aux autres désireux de combattre sans politiciens ni compromis, les gens fatigués et malades de ce monde et qui laissent éclater leur rage. Voilà ce que l'État cherche à écraser, voilà ce pourquoi on se met en jeu. Il y a du potentiel dans cette lutte, une dimension sociale qui peut rendre les choses incontrôlables. Il y a tellement de gens qui ont lu les pamphlets, qui ont vu les posters, qui ont entendu parler et discuter du combat contre cette prison. Tout ça crée un marécage dans lequel il devient difficile pour les flics de comprendre ce qu'il se passe, et des graines d'idées sont en train de germer dans les esprits de beaucoup.

Soyons clair : la lutte contre la maxi-prison n'est pas une lutte entre anarchistes contre l'État, c'est la lutte d'un refus social contre les attaques quotidienne de l'État, contre une vie entre les quatre murs d'une ville prison. Ce refus social peut se transformer en griffe à tout moment, faisant fuir les flics, faisant pisser les politiciens dans leur froc comme on l'a vu auparavant en Angleterre, en Syrie, en Turquie, aux États-Unis et dans tant d'autres lieux. Si dans ces moments d'auto-organisation massive certaines idées précises concernant comment et où frapper l'ennemi sont présentes, l'État est en sérieuse difficulté. C'est pourquoi on ne devrait pas céder à la pression policière ou commencer à cacher nos idées. Parce que nos idées sont plus fortes que la dynamite, sont des graines qui peuvent aider les choses à devenir vraiment hors contrôle. La propagation sociale de l'auto-organisation et de l'action directe est le pire cauchemar de l'État et de tout ceux qui veulent contrôler la protestation.



Réflexions sur la grève de la faim de juin 2014 contre les prisons de type C

2014 - Grèce

Le texte qui suit se veut une base pour réfléchir sur la grève de la faim qui a été menée contre la loi sur les prisons type C, et pour contribuer à notre compréhension commune des événements (de ceux à « l'extérieur » comme de ceux à « l'intérieur »).

De 23 juin 2014 jusqu'au 1 juillet 2014, autour de 4500 détenus de différentes prisons ont mené une grève de la faim avec comme revendication principale le retrait de la loi qui instaure les prisons type C. Cette grève de la faim était la dernière étape dans une série de mobilisations à l'intérieur des prisons grecques à propos de ce sujet.

Comme la grève de la faim a été la plus importante action de résistance contre ce projet de loi jusque maintenant, nous pensons que dresser un bilan à tête froide a du sens pour les compagnons à l'intérieur et à l'extérieur des murs, un bilan qui revient aussi sur nos expériences dans cette lutte.

Même si la première annonce de ce projet de loi a eu lieu en mars 2014, le ministère a gelé le processus pour des raisons tactiques (ce qui deviendrait claire par la suite). Ils s'attendaient avec certitude à des réactions à l'intérieur et à l'extérieur des murs concernant un sujet aussi sérieux, et le ministère a alors choisi de d'abord mesures ces réactions. Dans tous les cas, différents problèmes politiques ou autre (le cas Baltakos, les vacances de Pâques, les élections européennes) perturbaient à ce moment le cours normal des événements sur la scène politique centrale. Mais même sans ces événements, il n'est pas sûr du tout que le processus aurait été accéléré. C'est devenu une pratique courante de reporter les débats et le vote de lois controversées aux sessions estivales du parlement, car à ce moment, les équilibres parlementaires et les réactions sociales sont plus faciles à contrôler. Le grand nombre de lois extrêmement cruciales qui se sont accumulées pour les sessions estivales, aussi bien que le démarrage anticipé de deux semaines de ces sessions, confirment la volonté du gouvernement d'adresser plusieurs sujets tendus durant la période de l'été.

Début juin 2015, le projet de loi a de nouveau été mis en route, démontrant que ceux qui avaient assumé que le gouvernement avait laissé tombé l'histoire suite aux réactions se trompaient. Ce stratagème a fait perdre du temps précieux pour une meilleure coordination et une organisation plus substantielle des mobilisations.

Même si nous ne partagions pas l'optimisme concernant le gel du projet de loi – car nous pensions que l'été était justement la période idéale pour le régime d'introduire cette loi – nous avons été incapables de communiquer de façon satisfaisante nos soucis avec la majorité des prisonniers et avec les compagnons à l'extérieur afin de mieux nous préparer à l'affrontement avec le ministère.

Notre première pensée avait été, comme durant la période de mars et avril quand ils avaient annoncé le projet de loi, de pousser vers une mutinerie dans le plus de prisons possibles, plaçant le sujet ainsi au centre des événements.

Une période de troubles dans les prisons aurait non seulement souligner la question du projet de loi, mais aussi des prisons en général. Mais comme une mutinerie n'est pas suffisante pour créer de la pression pour le retrait du projet de loi, différentes actions (y compris la possibilité d'une grève de la faim) devraient suivre, afin de continuer à maintenir le sujet au centre du débat, ayant gagné de la publicité à l'extérieur.

Pousser vers des situations insurrectionnelles est un but permanent pour nous ; mais comme à ce moment là, il y avait des oppositions à une telle démarche, l'idée a été abandonnée.

Le temps pressait et la résistance à un projet de loi aussi dur était faible. Jusque-là, les mobilisations des prisonniers se limitaient à refuser de réintégrer les cellules à midi et le refus des plats servis par la prison ; en d'autres mots, des mobilisations faibles qui ne réussissaient pas du tout à mettre de la pression sur le ministère. Le refus des plats de la prison en particulier devenait rapidement, à cause de la grande division en termes de moyens économiques entre les prisonniers, une grève de la faim de classe ; pour cette raison, cela finissait par diviser plutôt que par réunir les détenus.

En plus, avec le vote de la loi qui s'approchait, le temps qui restait (environ deux semaines), mettait une limite au résultat effectif d'une grève de la faim avec de claires caractéristiques politiques. Dans un tel schéma de temps, une telle grève n'aurait pas influencée le processus de vote. C'est bien cela que le ministère a gagné avec son manœuvre : éviter les développements imprévisibles d'une grève de la faim prolongée des anarchistes.

Basés sur ces faits, nous avons considéré la proposition d'une grève de la faim de masse la seule solution pour combattre efficacement l'instauration des prisons type C.

Une grève de la faim menée par des milliers de personnes a une toute autre profile qu'une grève de la faim d'une personne ou d'un groupe avec des forts liens. Le processus de communication et de coordination doit savoir dépasser le manque de perspective commune, les conflits interraciaux, la dépendance aux drogues et le trafic de drogues, et bien d'autres choses encore, qui fonctionnent toutes comme agents de dissuasion.

Malgré les obstacles, ces choses ont été dépassées, au moins au début, et la proposition a été acceptée. Le 23 juin 2014, le début de la grève de la faim était annoncée. Pendant quatre jours, la participation croîtrait jusqu'à atteindre sa dynamique maximale le 26 juin, quand environ 4500 détenus étaient en grève de la faim. A ce point, les voix de division devenaient plus fortes, les divergences personnelles et interraciales venaient à la surface et la dynamique initiale commençait à descendre.

Comme les médias sont le moyen principale d'information à l'intérieur des prisons, sa dissimulation d'une des plus grandes grèves de la faim en termes du nombre de participants créait un sentiment de futilité chez beaucoup de prisonniers et une présomption de la défaite. Même si c'était sans cesse souligné que les médias ne sont pas neutres, mais hostiles, et que la seule façon qu'ils vont parler de notre lutte, c'est de les *forcer* à le faire en étendant la grève de la faim, la désillusion commençait à prendre le dessus.

Des ailes ou des prisons entières mettaient fin à la grève, induisant ainsi d'autres à suivre et donc, après une semaine, la grève était déjà en descente. Il ne restait que quelques prisonniers qui continuaient et il y avait une assez forte chance qu'eux aussi aller arrêter. Dans certains ailes, il y avait même des disputes et des petites bagarres entre détenus qui voulaient continuer et d'autres qui s'agitaient pour en finir avec la grève de la faim.

Dans ce climat de frustration et après nombreuses disputes, les grévistes de la faim qui restaient ont décidé de mettre fin à leur action.

La raison pour laquelle nous aussi avons rejoints cette décision et n'avons pas continué la grève de la faim avec tous ceux qui étaient encore motivés a à voir avec la nature et le processus de la grève de la faim elle-même. Une lutte commune avait été entamée par quelques prisonniers, basée sur un minimum de coordination, et elle devait donc aussi se finir en lutte commune. Si quelques dizaines de prisonniers se seraient séparés de la coalition initiale des 4500, ils auraient été responsables pour la fin plus tard d'une mobilisation qu'ils n'avaient pas commencé eux-mêmes et qui n'avait pas ces caractéristiques qui les satisferaient complètement autant au niveau de conscience qu'au niveau politique.

La participation d'une foule *hétérogène* à une mobilisation commune influence inévitablement tous les participants.

Dans un climat général de fatigue et de pessimisme, la meilleure solution était d'arrêter la grève avant qu'elle dégénère complètement.

La grève de la faim a joué un rôle décisif dans la modération du projet de loi. Logiquement, si la grève aurait continué jusqu'au dernier jour du vote, les résultats au-

raient été encore plus favorables pour nous. Mais l'histoire n'est pas faite de suppositions.

La réalité est que pendant huit jours, les prisonniers en grève de la faim et les gens en solidarité à l'extérieur ont mené une lutte sur un sujet que le régime considère comme crucial. Au-delà des bénéfices en termes légaux, la grève a aussi élevé le niveau d'affrontement avec l'État. Sa signification principale, c'est qu'une telle attaque sérieuse de la part de l'État n'est pas passé sans coup férir, ni qu'avec quelques actions inadéquates et insensées comme contre-poids.

Évidemment, la fin prématurée de la grève et la sensation d'une lutte incomplète – au regard des résultats – nous a laissé avec un goût amer, mais qui est contrebalancé par la conscience que le début et le développement de la grève de la faim a été, malgré tous les problèmes mentionnées, un accomplissement.

Dans la recherche passionnée de liberté, nous ne pouvons pas parler en termes de victoire ou de défaite, car ils sont éphémères et ne correspondent pas à la perspective révolutionnaire historique. Nous parlons en termes de bornes dans la lutte, d'événements de résistance qui *commencent*, *continuent* et *finissent* en contribuant à la guerre quotidienne et qui déclenchent de nouveaux événements.

Ce qui suit maintenant, c'est l'application du projet de loi et notre transfert vers des prisons type C quand il serait approuvé. Cela (en fonction des conditions auxquelles on devra faire face) peut donner lieu à de nouvelles mobilisations contre le régime type C.

La participation majeure dans la grève a démontré la fausseté de la distinction que le régime opère entre prisonniers politiques et prisonniers criminels. Si le projet de loi cible en premier lieu et surtout ses ennemis politiques conscients, les prisonniers criminels ont pourtant composé l'écrasante majorité des grévistes de la faim. Une poussée substantielle à entamer la grève avait été donné par des grèves de la faim partielles que des prisonniers criminels avaient commencé quelques jours auparavant dans plusieurs prisons.

En guise de conclusion, on doit aussi mentionner l'attitude de l'administration pénitentiaire et les médias officiels.

D'un côté, l'administration a pris une attitude de Pontius Pilate dès le début. Tandis que presque toutes les prisons manquent de soins médicales et hospitaliers, l'administration a fait preuve d'indifférence, risquant ainsi la mort soudaine de quelqu'un. Pour donner un exemple, à Korydallos, la plus grande prison du pays, il y avait 1 médecin pour 1500 grévistes de la faim et il n'était là que le matin. Les prisonniers ont fait les examens médicaux nécessaires par eux-mêmes. Ceux qui sentaient une faiblesse et allaient à l'hôpital de la prison ont été mis sous pression pour prendre une solution de glucose et ont choisi de retourner en cellule. Le but évident de l'administration était d'éviter le transfert des grévistes vers des hôpitaux à l'extérieur pour que l'affaire ne s'ébruite pas. Il est clair que le transfert des détenus en grève de la faim vers des hôpitaux aurait bloqué le système et le dévoilement public de la grève de la faim aurait été inévitable. Malheureusement, la courte durée de la grève n'a pas permis à cette tactique de prouver son efficacité.
L'attitude provocatrice de l'administration a été porté à son point culminant avec l'arrêt de travail du personnel, privant les prisonniers de visites. Les matons ont utilisé la mobilisation des prisonniers pour faire du chantage auprès du ministère concernant leurs revendications pour plus de personnel et d'être inclus dans la catégorie de métiers à risque.

Comme on l'a déjà dit, les médias officiels ont choisi le silence, enterrant une des plus grandes grèves de la faim au niveau quantitatif en Grèce, afin d'isoler la lutte des prisonniers. Ils n'ont pas seulement caché la grève de la faim, mais aussi les actions de solidarité, comme la manifestation du 28 juin et l'intervention au domicile du premier ministre. Leur rôle est précis est on ne s'était pas attendu à autre chose. Mais on voudrait quand-même mentionner un perroquet dans le holding de Alafouzos : Giannis Souliotis, qui dans son rubrique dans le journal Katherimini s'est moqué de notre lutte et l'a traîné par la boue.

Cette grève de la faim a été pour la plupart d'entre nous la première mobilisation collective de prisonniers d'une telle allure à laquelle nous avons participé et nous a donc enrichi en termes d'expérience de lutte. Elle nous laisse un héritage précieux pour renforcer nos liens avec d'autres détenus, des liens qui seront mis à l'épreuve dans des nouvelles luttes contre l'existence même des prisons, dans la lutte continue pour la liberté.

Jusqu'à la démolition de toutes les prisons

Réseau des Prisonniers Combattants (DAK)



Proposition pour un débat international à propos de la restructuration répressive

Pour une perspective insurrectionnelle internationale

Printemps 2015 - Europe

Eléments analytiques de la restructuration répressive en cours

S'il serait sans doute erroné de parler encore de « crise » du capitalisme ou du mode de gestion de l'Etat, nous assistons cependant à une vaste restructuration qui touche tous les terrains de la société. En Europe, on peut parler de l'acte de décès consommé du modèle social-démocrate, supposé, pendant de longues décennies, garantir la paix sociale sur le continent européen et servir d'horizon à l'ensemble des mouvements réformistes et récupérateurs. Cela annonce la fin d'une époque, et le début d'une nouvelle ère, où l'affrontement révolutionnaire se retrouvera sur des terrains toujours plus hostiles et contrôlés. La profonde pénétration dans tous les rapports sociaux que le capital et l'Etat continuent à réaliser, notamment à travers la diffusion massive des technologies, n'augure sans doute pas des temps faciles, quoique non dépourvus de potentiel insurrectionnel.

Les panneaux de signalisation du cours que suivra cette restructuration en Europe sont déjà là : c'est l'actuelle situation de cannibalisme social en Grèce, avec l'intensification de l'exploitation, le « retour » de la faim et de la maladie et l'éradication des petits rêves d'une consommation garantie entretenus par la fameuse classe moyenne en voie de disparition. Cette restructuration économique ne prend pas partout la même forme, et ne suit pas non plus le même rythme, mais la logique qui s'impose est la même pour l'ensemble des Etats de l'Union européenne. La résurgence des nationalismes d'arrière-cour et du patriotisme pour se lamenter sur le sort que subit tel ou tel pays, comme on le voit dans les pays du sud de l'Europe, les premiers touchés (« c'est la faute aux pays du nord »), mais aussi dans les pays nordiques pour les raisons opposées (« ne pas devenir comme les pays du sud »), filtrant ici ou là jusque dans les discours d'anarchistes et de révolutionnaires, est le voile qui vient cacher la possibilité latente que s'enflamme la guerre sociale.

Tout système qui traverse une restructuration, passe par une période d'instabilité relative. Pour guérir, le corps humain fait monter la température, passe par une période de fièvre, tuant ainsi les bactéries. La température sociale est à la hausse, pour des raisons qui restent sans

doute avec un pied, voire même les deux, à l'intérieur de la restructuration prévue et programmée par les ingénieurs du capital. Mais toute hausse de température est, pour des anarchistes révolutionnaires, aussi une possibilité. Pas pour diriger et orienter cette instabilité vers un programme, tel que le propose la gauche mourante. Pas non plus pour la calmer et la transformer en quelque chose de « positive », tel que le proposent les constructeurs d'alternatives. Pas non plus pour fédérer tous les révoltés dans la grande organisation anarchiste de masse, fatalement encline à freiner l'initiative, détruire l'autonomie, reproduire les tares bureaucratiques et politiciennes. Mais pour jeter de l'huile sur le feu, pour faire en sorte que le conflit passe un certain cap, après lequel les choses passent *hors contrôle*.

L'Etat n'est pas aveugle et est conscient de cette possibilité. Sachant que les formes classiques de médiation politique deviennent de moins en moins aptes à préserver l'ordre établi, il se trouve dans l'obligation d'étendre et de renforcer son arsenal répressif. A l'intérieur de l'espace européen, la même logique est à l'oeuvre, se traduisant, selon les contextes locaux, par les vastes programmes de construction de nouvelles prisons, de centres de rétention, de structures spécifiques d'enfermement telles que les prisons psychiatriques, par la rénovation et l'extension des prisons existantes, par l'introduction de façon massive de l'enfermement diffus sous forme de contrôle électronique et technologique. Mais si l'enfermement de masse a toujours été une arme importante des Etats pour gérer les troubles sociaux au sein d'une société d'exploitation industrielle, elle n'est loin d'être la seule. La restructuration répressive est aussi palpable dans l'extension des mesures de contrôle et de surveillance, l'application toujours plus vaste des technologies pour gérer, contrôler, réprimer et contenir la masse humaine, la militarisation des frontières, les vastes investissements dans la recherche, privée et publique, liée à la sécurité et à la défense, la redéfinition de l'appareil judiciaire et policier ou encore la formation d'une gendarmerie européenne supposée épauler les forces de l'ordre locales en cas de troubles et l'entraînement contre-insurrectionnel des forces de police. Ainsi, cette restructuration semble avancer vers une *intégration* des différents aspects de la répression et du contrôle. Tout comme la frontière entre un *dedans* et un *dehors* devient toujours plus floue, les différences entre gestion militaire et répression policière, entre tactiques de contre-insurrection et urbanisme contemporain, entre le contrôle aux frontières et le contrôle des axes de transport, s'effacent. Il va de soi que si cette restructuration n'épargnera sans doute pas les ennemis de l'autorité, tissant de fins filets de surveillance autour des révolutionnaires, introduisant des régimes spéciales dans les prisons qui leur sont destinées, compliquant l'agir révolutionnaire de toutes les manières imaginables, elle a dans le collimateur tous les exploités et opprimés.

Pour ces raisons, nous considérons opportun de lancer une proposition internationale. Si la restructuration en cours touche tous les terrains de la société (économique, politique, social, culturel), nous sommes d'avis que les avancées sur le terrain répressif offrent des possibilités importantes d'intervention révolutionnaire. Ces avancées sont en effet emblématiques du chemin que la domination est en train parcourir, et elles sont programmées et réalisées selon une logique contre-insurrectionnelle adaptée aux intérêts du capital et de l'Etat : après le modèle de la social-démocratie, soumettant les élans subversifs et sauvages, place au modèle de la société comme prison à ciel ouvert.

Si, en ce qui concerne la possibilité même d'un imaginaire révolutionnaire et d'un agir anarchiste, tout progrès de la domination, plutôt que de produire des contradictions qui la mènerait vers un effondrement inéluctable, entraîne plus de contrôle, plus de massacre, plus de génocide, plus de terreur, aucune occasion de lancer l'assaut ne devrait être négligée. L'attente ne travaille qu'en faveur de notre ennemi, qui, dans ses laboratoires et ses centres de recherche, programme un avenir toujours plus domestiqué et soumis. Or, il est certes plus imaginable de détruire une prison en construction que de détruire une prison en plein fonctionnement, et cela vaut pour l'ensemble des avancées de la domination.

Une proposition internationale

Si, comme on le disait, les détails de la restructuration varient selon les contextes, modifiant donc les axes d'intervention, la logique à l'œuvre est partout la même et les conditions sont alors réunies pour imaginer des luttes et des interventions s'attaquant à cette même logique, à différents endroits et selon différentes modalités, Pourtant, lancer cette proposition internationale de lutte contre la restructuration répressive, nécessite, au-delà des conditions, un élément bien plus important encore, des spécifications quant aux caractéristiques des initiatives de lutte.

Les caractéristiques de cette proposition internationale sont les suivantes :

Insurrectionnel
Nous considérons que les luttes et les combats contre la construction de nouvelles prisons, l'industrie sécuritaire et militaire, l'implantation des systèmes de contrôle et de surveillance, les recherches scientifiques croissantes en vue de protéger l'ordre établi, les collaborations internationales entre les Etats en terme de répression, devraient être de nature *insurrectionnelle* :

A. Cette restructuration est une *question sociale*, un problème qui concerne les rapports sociaux existants basés sur l'autorité et l'exploitation, les initiatives insurrectionnelles s'inscrivent donc dans une perspective de subversion de ces rapports sociaux, qui sont à la fois la base et l'objet de cette restructuration.

B. Elles mettent en pratique la méthode insurrectionnelle, c'est-à-dire l'*auto-organisation*, l'*attaque* et la *conflictualité permanente*, la considérant comme la meilleure façon pour permettre de créer les conditions matérielles et mentales afin de détruire les réalisations de l'ennemi. Elle repose sur la multiplicité de la pratique anarchiste, mettant sur le premier plan l'autonomie d'action et l'initiative libre comme éléments catalyseurs de toute dynamique de lutte.

C. Cette méthode insurrectionnelle n'est pas uniforme et ce n'est pas non plus une recette. Si elle peut se donner la perspective d'une lutte spécifique contre la construction d'une nouvelle prison, elle peut autant prendre la forme de la critique pratique et immédiate des structures et des hommes rendant possible la restructuration répressive. Par contre, elle vise toujours la *destruction*, et non pas la réforme, la transformation graduelle ou la conversion des espaces en îlots alternatifs dans l'océan de l'horreur étatique.

D. Plutôt que d'attendre ou de chérir l'illusion quantitative, la méthode insurrectionnelle s'axe sur la qualité de la lutte ou de l'intervention révolutionnaire, c'est-à-dire, sur sa capacité théorique et pratique de saper les fondements de l'ennemi et de l'attaquer. Cela la distingue donc des méthodes – à notre avis au moins obsolètes – syndicalistes ou assistentialistes, principalement axées sur la défense des intérêts d'une certaine catégorie ou classe sociale.

Informel

Au niveau organisationnel, nous pensons que c'est l'informalité et l'organisation informelle qui correspondent le mieux à cette proposition, et plus généralement à la lutte anti-autoritaire insurrectionnelle. Par conséquent : point de congrès, point de programmes, point de bureaucratie, point de représentation politique, de délégation ou de porte-paroles.

Cette proposition internationale ne vise donc pas à la création d'une quelconque organisation, mais à ouvrir des espaces d'échange, de connaissance réciproque et de débat qui permettront, nous n'en doutons pas, d'avoir une meilleure connaissance de ce qui se passe ailleurs, de créer les conditions pour des interventions pensées dans une optique de solidarité internationale et de lutte commune, faire naître des coordinations temporelles entre les différentes luttes et combats, approfondir l'informalité d'où, selon les affinités et les projets, surgiront les initiatives. Ainsi, à travers la connaissance réciproque des projets de lutte, cette proposition internationale vise à stimuler des « occasions organisationnelles », n'ayant pas pour but la croissance quantitative, mais la qualité de l'intervention révolutionnaire.

International

Nous pensons qu'aucun acte, aucune lutte, aucun combat, n'a uniquement une dimension locale, mieux, que les Etats ont tout intérêt à délimiter l'espace pour mieux le gérer. Si la restructuration s'opère, dans l'espace de l'Union européenne, selon la même logique et suivant des modalités similaires, nous sommes d'avis que le combat contre la restructuration répressive peut et doit être mené à un niveau international, sans doute avec différentes intensités et sous différentes formes. Par ailleurs, nous sommes aussi convaincus du fait que la création d'espaces de lutte internationales renforcera les différentes luttes se déroulant dans un contexte particulier.

… pour aller où ?

Si chacun et chacune aura bien sûr quelques idées en tête concernant d'où une proposition telle que nous la présentons ici, il nous semble néanmoins certain que cela prendra des formes diverses et que les dégrés d'échange et de coopération au-delà des frontières et entre les différentes luttes et combats varieront. Il ne s'agit en effet absolument pas d'arriver à une intervention uniforme, mais, bien au contraire, de promouvoir le surgissement d'une multiplicité d'espaces de réflexion et d'échange. Nous invitons donc les compagnons et les compagnonnes intéressés par cette proposition à en discuter autour d'eux, à y contribuer avec des analyses plus précises, avec des réflexions et des critiques.

S'il y a eu, par le passé, d'autres expériences et tentatives de ce genre, avec des aspects positifs et négatifs, nous pensons que, face à la restructuration en cours et en prenant en considération que dans différentes régions de l'Europe, des luttes et des combats sur ce terrain (contre la construction de nouvelles prisons, contre l'introduction de nouveaux régimes, contre les technologies de contrôle, contre les bases militaro-policières, contre les centres de rétention…) sont en cours, cette proposition pourrait renforcer des dynamiques de lutte existantes et contribuer à en faire naître d'autres.

Ce qui nous tient à cœur aujourd'hui, c'est de réfléchir, d'expérimenter et de mettre en pratique des méthodes de lutte insurrectionnelle, et cela à un niveau international.